



VOL. 2, N°1,
JUILLET 2022

REVUE CONGOLAISE DES
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES (RECOSH)

COVID-19 ET QUESTIONNEMENTS EN SCIENCES HUMAINES.

*Regards croisés sur l'expérience congolaise
aux premières heures de la pandémie en Afrique*

Editorial
Ivon Mingashang

Le droit à la liberté de circulation des
personnes à l'épreuve des mesures de lutte
contre la pandémie de la Covid-19 en RDC
Jimmy Kamunga

L'état de fragilité des provinces de la RDC
face à la pandémie de Covid-19.
Le cas du Kasai-Central
Grégoire Ngalamulume T.

Communication des pouvoirs publics
congolais en contexte pandémique :
quelle évaluation au cœur de la crise
de la Covid-19 ?
Bobo B. Kabungu

Analyse et prospective de la réponse
de la politique monétaire en RDC
face à l'incertitude de la Covid-19
Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi

Covid-19, cancer de la croissance mondiale et économie congolaise.
Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances
Bobo B. Kabungu

CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES
(COJHUSS)

ISSN : 2957-6358

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162

**REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES**

RECOSH

**COVID-19 ET QUESTIONNEMENTS EN
SCIENCES HUMAINES.**

*Regards croisés sur l'expérience congolaise
aux premières heures de la pandémie en Afrique*

**CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES**

COJHUSS

Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)
33, Avenue Comité Urbain, Kinshasa/Gombe.
Tél. : +243 999 572 549/829902039
Email : recosh@cresh-rdc.org. B.P. : 3474 Kinshasa I.

*Numéro thématique coordonné par Bobo B. Kabungu
Publié par le CRESH avec l'appui de l'ONG ICEBERG*

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162
République Démocratique du Congo
© Tous droits réservés au CRESH.
Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

**REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES**

RECOSH

Editorial
Ivon Mingashang

**Le droit à la liberté de circulation
des personnes à l'épreuve des mesures
de lutte contre la pandémie
de la Covid-19 en RDC**

Jimmy Kamunga

**L'état de fragilité des provinces de la RDC
face à la pandémie de Covid-19.
Le cas du Kasai-Central**

Grégoire Ngalamulume T.

**Communication des pouvoirs publics
congolais en contexte pandémique :
quelle évaluation au cœur de la crise de la
Covid-19 ?**

Bobo B. Kabungu

**Analyse et prospective de la réponse
de la politique monétaire en RDC
face à l'incertitude de la Covid-19**

Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi

Covid-19, cancer de la croissance mondiale et économie congolaise.
Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances
Bobo B. Kabungu

CONGOLESE JOURNAL OF HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES

COJHUSS

Volume 2, N°1, janvier - juillet 2022

INSTANCES ÉDITORIALES

Comité Editorial	Ivon Mingashang, <i>Editeur responsable pour le compte du CRESH</i> Bobo B. Kabungu, <i>Directeur de publication</i> John Poté Wembonyama, <i>Directeur exécutif</i>
Comité de Rédaction	Bobo B. Kabungu, <i>Rédacteur en chef</i> John Poté Wembonyama, <i>Rédacteur en chef adjoint</i> Vicky Elongo Lukulunga, <i>Rédacteur</i> John Safari Bigarura, <i>Secrétaire de rédaction</i> Roger Bakemo Ituko, <i>Assistant de rédaction</i> Mboma Luzembo, <i>Infographe</i>
Comité Scientifique	Joseph Kazadi Mpiana Macaire Munzele Adolphe Kilomba Sumaili André Luhasa José Mangalu Agbada José Mvwezolo Bazonzi Justin Okana N'siawi Lebun Ghislain SJ Tshikendwa Matadi André L. Abraham Wufela Yaek'olingo Gustave Beya Siku Moïse Cifende Kaciko Albert Essanga Tonogo Dieudonné Kaluba Dibua John Poté Wembonyama Ivon Mingashang Bobo B. Kabungu Piaget Mpoto Balebo Staline-Fidèle Ndongoboni Essambela Jean-Pierre Mbwebwa Kalala Jean-Paul Segihobe Bigira Vicky Elongo Lukulunga Alphonse Miema Bongo

SOMMAIRE

Instances éditoriales	
Editorial	8
In memoriam	15

Articles phares

- Le droit à la liberté de circulation des personnes à l'épreuve des mesures de lutte contre la pandémie de la Covid-19 en RDC (*Jimmy Kamunga*) 19
- Communication des pouvoirs publics congolais en contexte pandémique : quelle évaluation au cœur de la crise de la Covid-19 ? (*Bobo B. Kabungu*) 47
- L'état de fragilité des provinces de la RDC face à la pandémie de Covid-19. Le cas du Kasai-Central (*Grégoire Ngalamulume T.*) 67
- Analyse et prospective de la réponse de la politique monétaire en RDC face à l'incertitude de la Covid-19 (*Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi*) 93

Notes d'analyse du Département de Recherche en Economie et Finances

- Covid-19 et cancer de la croissance mondiale : Quelle thérapie économique pour une Afrique résiliente ? (*Bobo B. Kabungu*) 127
- Propagation de la Covid-19 à l'échelle planétaire : Quel impact sur l'économie congolaise ? (*Bobo B. Kabungu*) 139

Charte éditoriale	147
-------------------	-----

EDITORIAL

La pandémie de la Covid-19 a arrêté le temps à travers la Planète. Tout est resté quasiment figé pendant près de deux ans, comme si le monde était entré en hibernation. Des millions de commerces ainsi que de restaurants, aussi bien au nord qu'au sud de la Terre, avaient fermé et autant de voyages furent annulés. Bref, les échanges de biens et de services avaient pris un coup et le tourisme s'était effondré, avec toutes les conséquences sur les plans économique et social. Par ailleurs, les mesures de distanciation (port obligatoire du masque, salutations éloignées ou par le coude, confinement...) ont détendu les liens sociaux, pourtant déjà affectés par le rythme de vie à l'occidental (boulot – métro – dodo).

Cette situation a eu de nombreuses conséquences sur l'économie mondiale et tous les pays, sans exception, en ont ressenti le coup, d'une manière ou d'une autre. Plusieurs conférences scientifiques à travers le monde suivies de nombreuses publications ont porté sur l'étude de cette pandémie, avec une attention particulière réservée à la santé publique et à l'économie. Si, en RDC, plusieurs hommes et femmes de science s'y sont intéressés, l'édition de Congo-Afrique de juin-juillet-août 2020 intitulée « Spécial Covid-19 » demeure l'une des références de la littérature sur les conséquences socioéconomiques, politiques et culturelles de l'une des pires épidémies du siècle en RDC et en Afrique et dont le mérite aura été de suggérer, très tôt, des leçons à tirer, sur la base de 25 articles.

Le présent numéro de la Revue congolaise des sciences humaines et sociales se propose de raviver le débat sur cette crise sanitaire aux multiples dimensions, même si elle n'est plus à la une des préoccupations. Aussi, les articles phares qu'il contient abordent-ils des questions laissées, jusqu'ici, en suspens. C'est notamment (i) le droit à la liberté de circulation des personnes ; (ii) la communication des pouvoirs publics en période de crise ; (iii) l'état de fragilité des provinces congolaises ainsi que (iv) une prospective des politiques conjoncturelles face à l'incertitude, avec un focus sur les aspects monétaires. Aux papiers de recherche ad hoc s'ajoute une analyse séquencée du cancer de la croissance mondiale du fait de la Covid-19, à partir de l'expérience congolaise aux premières heures de la pandémie, laquelle analyse rassemble cinq notes de recherche.

Ainsi, Jimmy Kamunga Ngalula examine la problématique du droit à la liberté de circulation des personnes à l'épreuve des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 en RDC. Il note qu'à l'exemple d'autres États, le Congo a pris des mesures inédites et exceptionnelles pour lutter contre le déferlement du virus et préserver les vies humaines. Ces mesures ont restreint plusieurs droits humains et libertés fondamentales, en plus de révéler un conflit entre le droit à la protection de la santé et le droit à la liberté de circulation, tous deux fondamentaux et essentiels à l'épanouissement de la personne. Cependant, prises conformément à la Constitution et dans le but de protéger la santé publique et la vie de la population, les mesures restreignant la liberté de circulation s'avèrent disproportionnées aux risques sanitaires. Elles ont donné lieu à des conséquences alarmantes pour une population pauvre dépourvue des moyens de survie quotidienne et d'une couverture sociale, et ignorent le principe d'indivisibilité des droits humains.

Bobo B. Kabungu, s'intéresse, pour sa part, à la communication en contexte de crise. Il propose une grille d'évaluation de la stratégie de communication des pouvoirs publics congolais durant la première vague de la maladie à coronavirus. L'indice qui en résulte révèle que l'organisation de la sensibilisation du public n'a pas été à la hauteur ni à la complexité du défi. L'analyse suggère, par conséquent, de renforcer la cohérence de l'action gouvernementale et d'envisager notamment une sensibilisation communautaire par le bas couplée à une publicisation des personnalités influentes.

Grégoire Ngalamulume parle de la fragilité du Kasai Central (politique, sécuritaire, économique, sociétale et environnementale) suivant le cadre analytique suggéré par l'OCDE. Sa capacité d'adaptation, de gestion, d'absorption et d'atténuation des risques auxquels elle fait face au quotidien reste déficitaire. Dans ce contexte, la pandémie de Covid-19 lui impose de nouveaux risques relatifs aux mesures de confinement et restrictions mises en place en vue de la lutte contre la propagation de l'épidémie, même si la province compte parmi les moins affectées par la maladie à Covid-19 sur son territoire. Aussi, l'auteur propose-t-il des mesures pouvant contribuer à bâtir sa capacité de résilience.

De leur côté, Alain Malata Kafunda et Christian Pinshi soumettent une analyse et une prospective de la réponse de la politique monétaire

en RDC face à l'incertitude de la Covid-19. Ils partent du constat selon lequel le choc de la Covid-19 a rendu l'incertitude économique très aigüe, avec un impact sur la conduite de la politique monétaire. En effet, l'incertitude de la Covid-19 frappe la demande agrégée et l'économie. En sus, elle sape l'action de la politique monétaire pour estomper cette baisse de la demande agrégée et juguler l'inflation à la suite de l'effet pass-through. Toutefois, le choc de la politique monétaire via une régulation appropriée de la base monétaire paraît confortable pour atténuer cette crise. D'où l'intérêt du policy mix et un développement prudent des dispositifs non conventionnels de la politique monétaire pour espérer une reprise et assurer la confiance.

Pour finir, le Comité éditorial a trouvé opportun de faire figurer ici deux notes de recherche du Département de la Recherche en Économie et Finances qui ont fait l'objet d'échanges lors des conférences départementales en 2020. Rédigées par Bobo B. Kabungu et soumises, à l'époque, au débat via des tribunes et émissions télévisées, elles ont respectivement pour titres : (i) Covid-19 et cancer de la croissance mondiale : Quelle thérapie économique pour une Afrique résiliente ? et (ii) Propagation de la Covid-19 à l'échelle planétaire : Quel impact sur l'économie congolaise ?

Dans les années qui viennent, tous les autres départements ou unités de recherche que compte le CRESH travailleront pour la publication, sous la supervision de la Direction Scientifique, des éditions thématiques en lien avec leurs centres d'intérêt.

Ivon Mingashang

Directeur Général du CRESH

Editeur Responsable de la RECOSH pour le compte du centre

EDITORIAL

The Covid-19 pandemic has stopped time across the planet. Everything remained almost frozen for nearly two years, as if the world had gone into hibernation. Millions of businesses and restaurants, both north and south of the Earth, had closed and as many trips were canceled. In short, trade in goods and services had taken a hit and tourism had collapsed, with all the economic and social consequences. In addition, the distancing measures (compulsory wearing of a mask, greetings from a distance or by the elbow, confinement, etc.) have relaxed social ties, yet already affected by the Western rhythm of life (work – metro – sleep).

This situation has had many consequences for the world economy and all countries, without exception, have felt the blow, in one way or another. Several scientific conferences around the world followed by numerous publications have focused on the study of this pandemic, with particular attention reserved for public health and the economy. If, in the DRC, several men and women of science have taken an interest in it, the June-July-August 2020 edition of *Congo-Afrique* entitled «Special Covid-19» remains one of the references in the literature on the consequences socio-economic, political and cultural aspects of one of the worst epidemics of the century in the DRC and in Africa and whose merit will have been to suggest, very early on, lessons to be learned, on the basis of 25 articles.

This issue of the *Congolese Humanities and Social Sciences Review* aims to rekindle the debate on this multifaceted health crisis, even if it is no longer one of the concerns. Also, the key articles it contains address questions left unanswered until now. This is in particular (i) the right to freedom of movement of persons; (ii) communication by public authorities in times of crisis; (iii) the state of fragility of the Congolese provinces as well as (iv) a forecast of short-term policies in the face of uncertainty, with a focus on monetary aspects. To the ad hoc research papers is added a sequenced analysis of the cancer of global growth due to Covid-19, based on the Congolese experience in the early hours of the pandemic, which analysis brings together five research notes.

Thus, Jimmy Kamunga Ngalula examines the issue of the right to freedom of movement of persons put to the test by measures to combat the Covid-19 pandemic in the DRC. He notes that, following the example of other States, the Congo has taken unprecedented and exceptional measures to fight against the surge of the virus and to preserve human lives. These measures have restricted several human rights and fundamental freedoms, in addition to revealing a conflict between the right to health protection and the right to freedom of movement, both fundamental and essential to the development of the person. However, taken in accordance with the Constitution and with the aim of protecting public health and the life of the population, the measures restricting the freedom of movement prove to be disproportionate to the health risks. They have given rise to alarming consequences for a poor population deprived of the means of daily survival and social security, and ignore the principle of the indivisibility of human rights.

Bobo B. Kabungu, for his part, is interested in communication in the context of crisis. It offers an evaluation grid for the communication strategy of the Congolese public authorities during the first wave of the coronavirus disease. The resulting index reveals that the organization of public outreach has not been up to the task or the complexity of the challenge. The analysis therefore suggests strengthening the coherence of government action and considering in particular grassroots community awareness coupled with publicizing influential figures.

Grégoire Ngalamulume talks about the fragility of Kasai Central (political, security, economic, societal and environmental) according to the analytical framework suggested by the OECD. Its ability to adapt, manage, absorb and mitigate the risks it faces on a daily basis remains lacking. In this context, the Covid-19 pandemic imposes new risks on it relating to the containment measures and restrictions put in place to combat the spread of the epidemic, even if the province is among the least affected by the disease. to Covid-19 on its territory. Also, the author proposes measures that can help build resilience.

For their part, Alain Malata Kafunda and Christian Pinshi submit an analysis and a forecast of the response of monetary policy in the DRC to the uncertainty of Covid-19. They start from the observation that the Covid-19 shock has made economic uncertainty very acute, with an impact on the conduct of monetary policy. Indeed, the uncertainty

effect of Covid-19 is hitting aggregate demand and the economy. In addition, it undermines the action of monetary policy to blur this decline in aggregate demand and curb inflation following the pass-through effect. However, the shock of monetary policy via an appropriate regulation of the monetary base seems comfortable to mitigate this crisis. Hence the interest of the policy mix and a cautious development of unconventional monetary policy devices to hope for a recovery and ensure confidence.

Finally, the Editorial Committee has found it appropriate to include here two research notes of the Department of Research in Economics and Finance which were the subject of exchanges during departmental conferences in 2020. Written by Bobo B. Kabungu and submitted, at the time, to the debate via forums and television broadcasts, they were respectively titled: (i) Covid-19 and the cancer of global growth: What economic therapy for a resilient Africa? and (ii) Spread of Covid-19 on a planetary scale: What impact on the Congolese economy?

In the coming years, all the other departments or research units within CRESH will work for the publication, under the supervision of the Scientific Department, of thematic editions related to their areas of interest.

Ivon Mingashang

Director General of CRESH

Editor Responsible for RECOSH on behalf of the center

IN MEMORIAM

A Madame Charlotte Kabungu N'Simire,
Une mère qui n'aurait plus pu, chaque matin, se mirer
Sans penser à sa fille qui, durant des jours, peinait à respirer,
Secouée par un virus qui, de l'intérieur, la déchirait...

A cette infirmière à la retraite qui reprit le service
Exceptionnellement pour secourir un médecin d'office,
Allant jusqu'à sacrifier ses projets et sa vie au bénéfice
De la spécialiste en santé publique, à jamais sa débitrice.

A ses contemporains chercheurs et enseignants d'universités
Dont l'âge et plusieurs maladies accentuaient les risques de comorbidité
Et qui furent, les uns après les autres, comme par enchantement, précipités
Dans l'au-delà par l'une des pires épidémies qu'ait connu l'Humanité.

Bobo B. Kabungu
Directeur Scientifique du CRESH
Directeur de Publication et Rédacteur en Chef

IN MEMORIAM

To Madame Charlotte Kabungu N'Simire,
A mother who could no longer have seen herself every morning
Without thinking of her daughter who, for days, struggled to breathe,
Shaken by a virus which, from the inside, tore her apart...

To this retired nurse who returned to the service
Exceptionally to help a doctor on duty,
Going so far as to sacrifice his projects and his life for the benefit
Of the public health specialist, forever his debtor.

To his contemporaries researchers and university teachers
Whose age and several diseases accentuated the risks of comorbidity
And who were, one after the other, as if by magic, precipitated
In the afterlife by one of the worst epidemics known to Humanity.

Bobo B. Kabungu
Scientific Director of CRESH
Publication Director and Editor-in-Chief

Première partie :

ARTICLES PHARES

Attention :

Les articles publiés dans ce numéro ont été rédigés, pour l'essentiel, en 2020, au cœur de la pandémie de Covid-19 et soumis durant la même période. Le confinement de la commune de la Gombe, la fermeture des bureaux et les restrictions de la circulation des personnes durant la première vague de la maladie à coronavirus ont retardé la procédure d'évaluation des projets. Par la suite, grâce au dynamisme du Département de Recherche en Economie et Finances du Centre de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (CRESH), les travaux de relecture ont pu reprendre en 2021, avec l'idée de publier une édition thématique. Les pages qui suivent en sont le résultat. La lecture de chacun des textes devra tenir compte de cette dimension temporelle et des contraintes évoquées plus haut.

Warning :

The articles published in this issue were written, for the most part, in 2020, at the heart of the Covid-19 pandemic and submitted during the same period. The confinement of the commune of Gombe, the closure of offices and restrictions on the movement of people during the first wave of the coronavirus disease delayed the project evaluation procedure. Subsequently, thanks to the dynamism of the Department of Research in Economics and Finance of the Center for Research in Human and Social Sciences (CRESH), the proofreading work was able to resume in 2021, with the idea of publishing a thematic edition. The following pages are the result. The reading of each of the texts must take into account this temporal dimension and the constraints mentioned above.

Analyse et prospective de la réponse de politique en RD Congo face à l'incertitude de la Covid-19

Analysis and prospective of monetary policy response in DRC in the face of Covid-19 uncertainty

Alain Malata¹ et Christian Pinshi²

Résumé. *Le choc de la Covid-19 a rendu l'incertitude économique très aigüe. Cette dernière a créé d'énormes dysfonctionnements dans l'économie congolaise et affecte également la conduite de la politique monétaire. Par le biais du modèle « VAR Bayésien à Prior Minnesota », nous estimons le choc d'incertitude liée à la Covid-19 sur l'économie et la réponse de la politique monétaire. L'effet d'incertitude de la Covid-19 frappe sans précédent la demande agrégée et l'économie. En sus, il sape l'action de la politique monétaire pour estomper cette baisse de la demande agrégée et juguler l'inflation à la suite de l'effet pass-through. Toutefois, le choc de la politique monétaire via une régulation appropriée de la base monétaire paraît confortable pour atténuer cette crise. Nous suggérons la cohérence du policy mix et un développement prudent des dispositifs non conventionnels de la politique monétaire pour espérer une reprise et assurer la confiance.*

Mots-clés : Politique monétaire, incertitude, VAR bayésien (BVAR), Litterman/Minnesota Prior, cadre macroprudentiel.

Abstract. *The Covid-19 shock has made the uncertainty more acute. That uncertainty has seriously dysfunctioning the Congolese economy and influenced the implementation of the monetary policy. Using the "Minnesota Prior Bayesian VAR model", we are estimating the Covid-19 uncertainty shock on the economy and monetary*

- 1 Economiste chercheur à l'Institut des Recherches Economiques et Sociales (IRES) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa, Alain Malata est Directeur à la Banque Centrale du Congo. Il a été conseiller en matière de politique monétaire de 2013 à 2021. Son champ de recherche porte sur la macroéconomie monétaire, financière et internationale. E-mail : malatakafunda@gmail.com.
- 2 Economiste, Christian Pinshi est chercheur à l'IRES. Son champ de recherche est la macroéconomie.

policy response. The effect of Covid-19 uncertainty strikes unprecedented aggregate demand and the economy. In addition, it undermines the action of monetary policy to soften this fall in aggregate demand and curb inflation impacted by pass-through effect. However, the shock of monetary policy via an appropriate control of monetary base seems comfortable to mitigate this crisis. We suggest a consistency of the policy mix and the careful development of unconventional monetary policy framework to hope for a recovery and to ensure confidence.

Keywords: Monetary policy, uncertainty, Covid-19, bayesian VAR (BVAR), Litterman/Minnesota Prior, macroprudential framework.

Introduction

La propagation de la maladie à coronavirus (Covid-19), infection virale hautement transmissible et pathogène, (Shereen et al., 2020) a sensiblement amplifié l'incertitude économique. C'est à partir du deuxième trimestre de l'année 2020 que le nombre de personnes infectées en République Démocratique du Congo (RDC) a significativement commencé à augmenter. L'épidémie s'est propagée dans le monde entier en faisant basculer de nombreux pays dans la récession et en provoquant des turbulences rappelant celles induites par la crise financière mondiale de 2008. Le phénomène Covid-19 a accentué la peur et l'incertitude économique.

Il conviendrait de souligner qu'avant l'arrivée de la pandémie de Covid-19, l'incertitude s'était déjà amplifiée, en réponse aux effets spillovers des chocs qui se sont succédés au cours de dix dernières années, principalement la crise des subprimes (2008-2010), la crise de la dette souveraine européenne (2011-2015), le choc baissier des cours des produits de base (2015-2017), les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine (2016-2020), le Brexit (2016), l'augmentation des tensions géopolitiques et sécuritaires dans le monde (guerre en Syrie ; tensions entre, d'une part, les États-Unis, et d'autre part, la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord), les chocs épidémiologiques d'Ebola (2014-2015) et du syndrome respiratoire aigu sévère – SARS (2002-2004).

Dans ce contexte, l'incertitude qu'alimente la pandémie de COVID-19 ne constitue qu'une vague parmi tant d'autres. Cependant, la crise de COVID-19 a redéfini le paysage économique mondial (Liu, 2020). Le virus a grippé le monde entier et infecté plus de 5 millions de personnes à la date du 26 mai 2020

, causant des centaines de milliers des morts. Pour décélérer la vitesse de la propagation du virus, les autorités ont adopté des mesures d'endigement, notamment, l'isolement des patients confirmés, la mise en quarantaine pendant deux semaines de ceux qui ont été exposés à ces patients, la distanciation sociale (y compris la fermeture d'écoles, l'annulation de grands rassemblements, le télétravail, les restrictions de voyage) et le grand confinement. Etant donné que l'impact de l'incertitude de la crise de Covid-19 sur le système économique et financier, il apparaît convenable d'évaluer le niveau d'incertitude observée en vue d'aligner correctement la réponse de la politique monétaire et éviter des phénomènes de « surréaction » ou de sous réaction.

En effet, une sous-estimation de cette effet incertain risquerait de donner naissance à des stratégies qui révéleront tout aussi impuissantes pour protéger l'économie nationale contre les dangers qui la menaceraient qu'à lui faire profiter des opportunités et défis éventuellement générées par des niveaux d'incertitude supérieurs (Courtney et al., 2000). Une situation d'imprévisibilité, lié à l'incertitude, peut saper l'influence de la politique monétaire, un des outils stratégiques de réponse en cas de choc majeur.

Il est essentiel de relever qu'il n'est pas aisé de prévoir l'impact économique du virus, étant donné l'incertitude quant au rythme, à l'ampleur et la durée de la propagation du virus et la rareté d'événements similaires qui pourraient fournir des indications empiriques utiles. Le coup que le choc a porté à la croissance économique étant profond, les pays devraient entrer dans un tourbillon « récessionniste » d'une ampleur et d'une durée variables, tout aussi incertaines. Le niveau de l'impact et sa durée dépendraient de la nature et de la vigueur des mesures de réponse apportées par les pouvoirs publics. Depuis la crise des « subprimes » et sur la base des leçons de la grande crise des années 1930, les politiques monétaires très accommodantes ont souvent servi comme réponse avant-gardiste pour empêcher la demande globale de sombrer. Par ailleurs, la Banque centrale est appelée à jouer le rôle d'assureur en dernier ressort pour l'Etat, eu égard à la contraction des moyens budgétaires, en vue de l'aider, via des canaux indirects, à financer le déploiement des infrastructures sanitaires publiques pour contenir la propagation de la pandémie.

Plusieurs économistes admettent que la politique monétaire, particulièrement conventionnelle, est moins efficace lorsque le niveau de l'in-

certitude est élevé (Bernanke, 1980 et 1983 ; Dixit et Pindyck (1994). Les agents font des anticipations qui exacerbent les déséquilibres et sapent la confiance, rendant l'économie moins sensible aux variations du taux directeur. La crainte ultime est que l'incertitude freine l'activité économique. Cela implique que les décideurs politiques doivent agir de manière agressive s'ils visent à stabiliser l'économie.

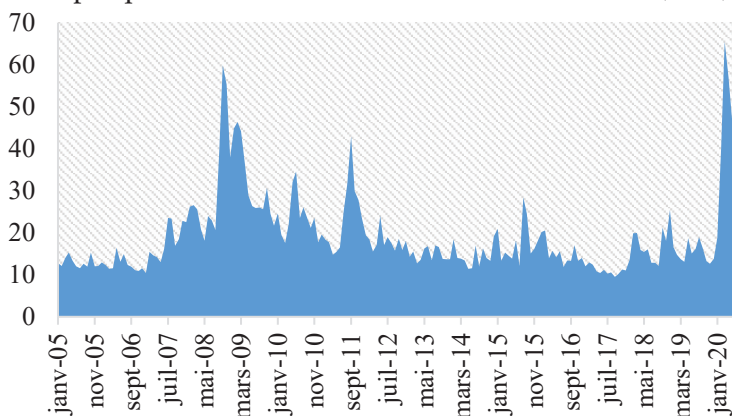
Cependant, les preuves révèlent que les périodes d'incertitude accrue sont parfois suivies par une augmentation persistante du taux de chômage, une instabilité des prix (inflation et/ou déflation), une baisse de la confiance, une perturbation du taux de change, et une récession ou un ralentissement de l'activité économique (Leduc et Liu, 2020). En dépit d'une action agressive de la politique monétaire, les effets *spillovers* sont encore plus intenses. Ainsi, il faudrait une stratégie qui tiendrait compte des caractéristiques spécifiques de la situation « pendant » et « après » la crise.

Toutefois, la meilleure stratégie à adopter dans le futur serait celle du conspirateur, c'est-à-dire, se préparer anticipativement et de manière suffisante à différents scénarii des crises, même s'il est difficile de prédire avec exactitude l'occurrence des crises. Le développement des indicateurs d'alerte précoce pourrait s'avérer utile. Souvent les autorités publiques ne tiennent pas compte de ces signaux faibles (les indicateurs avancés). Portal et Roux-Dufort (2013) désignent ces derniers par le nom de « cassandres » (indicateurs prédicteurs de l'avenir). Bien souvent, les cassandres ne sont pas écoutés par les pouvoirs publics et créent des catastrophes et des désastres économiques et financiers. Ces indicateurs sont très utiles dans la prévention des crises et aident à atténuer les effets perturbateurs d'une grande crise.

1. Choc de la Covid-19 et marée d'incertitudes dans le monde

Les graphiques 1 et 2 montrent comment l'incertitude a grimpé à la suite de la pandémie de Covid-19. Elle a atteint un niveau supérieur à celui enregistré au cours de la crise financière internationale de 2008.

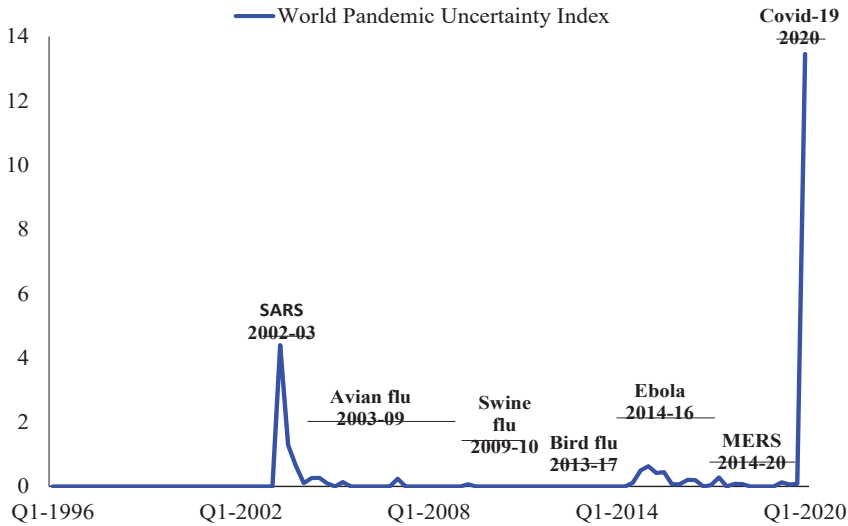
Graphique 1. Indice de volatilité et d'incertitude (VIX)



Source : Représentation personnelle à partir des données de Chicago Board Options Exchange Volatility Index (mai 2020).

En élevant le niveau de l'incertitude, le coronavirus a introduit toutes les économies dans une sorte de triangle des Bermudes des turbulences (propagation fulgurante de la Covid-19, tensions sociales résultant de la distanciation sociale, baisse de l'activité des entreprises, des revenus et hausse du chômage découlant du confinement). Par ailleurs, étant donné que les perspectives de recherche sur les vaccins et l'efficacité de ces derniers demeurent incertaines, la durée de la pandémie pourrait s'élargir au-delà de deux ans. Ce qui accentuerait de plus en plus l'incertitude économique et le risque de rechute économique. La peur de la Covid-19, illustré par l'indicateur VIX (graphique 1), constitue une sérieuse menace pour les économies. Elle a plombé toutes les prévisions qui étaient attendues à fin 2020 et 2021. Le comportement de l'indice d'incertitude mondiale (graphique 2.b), lequel illustre les effets d'incertitude liés aux différentes crises et déséquilibres causant des effets d'entraînement persistants, montre que le niveau d'incertitude causée par la COVID-19 est sans précédent (graphique 2.a).

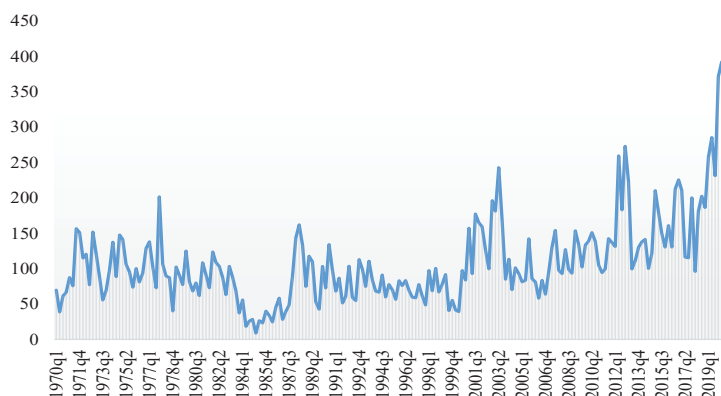
Graphique 2.a. Indice d'incertitude pandémique mondiale (WPUI)



Source : Représentation personnelle à partir des données de World Uncertainty Index Data.

En effet, il est plus important que le niveau causé par l'incertitude lors de l'épidémie de SRAS de 2002-2003 et environ 20 fois supérieur à celle de l'épidémie d'Ebola (Ahir et al., 2020). En outre, il a largement dépassé le niveau atteint lors de la crise financière internationale de 2008 ainsi que dans toutes les crises que le monde a connues depuis 1970 (graphique 2.b). Avec un niveau aussi élevé de l'incertitude, tous les pays du monde se sont retrouvés dans un scénario « catastrophe » dont l'unique première option serait le déploiement rapide des mesures non conventionnelles pour réduire, dans une première phase, le niveau d'incertitude ne fut-ce qu'en plantant des grains de l'espoir d'un possible retournement de la situation.

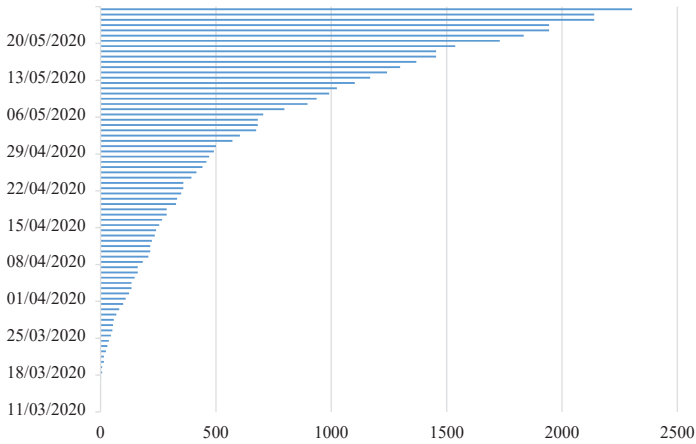
Graphique 2.b. Indice d'incertitude mondiale (WUI)



Source : Représentation personnelle à partir des données de World Uncertainty Index Data.

A l'instar des économies avancées, l'économie congolaise a mécaniquement ressenti les effets de l'incertitude de la Covid-19. Le niveau de l'incertitude pré-Covid-19 était déjà élevé en RDC qui avait souffert de l'épidémie à virus Ebola (difficile à endiguer), des tensions sécuritaires à l'Est de son territoire, des tensions politiques découlant des élections. Certains de ces chocs avaient occasionné des déplacements de population et la méfiance des communautés locales (Mobula et al., 2020). De nouveau, la RDC est confrontée à une autre épidémie, aussi infectieuse et rapidement transmissible que la maladie à virus d'Ébola. Le graphique 3 montre l'évolution du nombre des contaminations entre mars et mai 2020.

Graphique 3. RDC : Cas confirmés de Covid-19 (du 11 mars au 26 mai 2020)



Source : Représentation personnelle sur la base des données de World Health Organization, Covid-19 Global data.

Pour ralentir la vitesse de propagation, les autorités de la RDC ont été obligées de prendre des mesures similaires à celles prises par la quasi-totalité des pays du monde, notamment le confinement de quelques villes, l'imposition des restrictions sur les mouvements des personnes et les interactions interpersonnelles dans les espaces publics et privés. Ces mesures restrictives, dans un contexte mondial marqué par la plongée de la demande internationale, ont ralenti la croissance de l'activité économique (tableau 1).

Tableau 1. Evolution de quelques indicateurs économiques en RDC

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance du PIB	9,4	6,9	2,4	3,7	5,8	4,2	1,8
Exportations de biens (millions de USD)	12.321	10.285	11.886	11.548	15.967	13.184	13.789
Compte courant (% PIB)	-4,7	-3,9	-4,1	-3,2	-4,6	-3,5	-5,4
Réserves internationales (millions d'USD)	1647,6	1445,0	1179,4	844,0	879,0	1035,6	670,0
Taux de change nominal fin période (CDF/1USD)	924,5	926,7	1215,5	1592,1	1635,6	1672,9	1971,8
Variation en % du taux de change	+0,1	-0,4	-23,7	-23,6	-2,7	-2,2	-15,2
Inflation (fin période)	1,0	0,8	23,6	54,1	7,2	4,6	15,8
Ecart d'inflation (en points)	0,0	-0,2	+22,8	+30,5	-46,9	-2,6	+11,2
Solde budgétaire (% PIB)	-0,02	-0,4	-0,5	1,3	-0,05	-2,05	-1,12
Taux directeur	2,0	2,0	7,0	20,0	14,0	9,0	7,5*

(*) La BCC a baissé son taux directeur de 9 % à 7,5 % en mars 2020 pour lutter contre les effets récessifs de la pandémie. Ce taux a prévalu jusqu'en août 2020, période à laquelle il a été relevé à 18,5 % pour juguler la spirale inflationniste qui s'est amorcée à partir du mois de mai.

Sources : FMI, *International Financial Statistics et perspective de l'économie mondiale* (octobre 2019 et avril 2020) ; BRI, *Statistics Explorer* ; *Rapports annuels BCC*.

De nombreuses entreprises, de divers secteurs, quelle que soit leur taille, ont dû affronter la raréfaction brutale de la demande due à la limitation des mouvements des personnes et l'interdiction des rassemblements de masse, face à des charges fixes qui ont pesé sur les conditions de viabilité de leurs activités. Des perturbations notables ont été observées dans le comportement de plusieurs indicateurs économiques et financiers (tableau 1). Les réserves internationales ont fondu, la dépréciation monétaire s'est accélérée, avec des effets pass-through d'une forte intensité.

Etant donné que la pandémie a gravement affecté la demande globale, réduit les débouchés pour les entreprises et provoqué la chute de la demande des titres sur les marchés financiers, il était convenable de compenser rapidement le fléchissement de la demande. C'est dans ce contexte que les banques centrales, en raison de la souplesse de leur cadre décisionnel et opérationnel, se sont retrouvées sur la première ligne du front. Elles devaient réagir vite, car chaque minute comp-

taut et la persistance de la pandémie, sa vitesse de propagation et la hausse effrayante du taux de mortalité y afférent devraient continuer de gripper fortement les économies car, selon les prévisions, l'accélération de la propagation se fait de façon exponentielle (Kibala, 2020). Globalement, il était attendu des banques centrales que leurs réactions soient caractérisées par la rapidité et la souplesse, notamment en ce qui concerne l'assouplissement des contraintes réglementaires, l'élaboration des plans d'urgence et la fourniture des liquidités suffisantes aux institutions financières, en particulier celles qui prêtent aux petites et moyennes entreprises, qui sont souvent moins bien armées pour résister à cette incertitude prolongée (Berger et al., 2020), en tenant toutefois compte du contexte national, de la nature et de l'ampleur des impacts,

Dans les économies avancées, les banques centrales ont réagi avec une vigoureuse relance monétaire, notamment à travers la réduction de leurs taux directeurs en des niveaux historiquement jamais observés et l'assouplissement des conditions financières associées à leurs prêts (élargissement des contreparties à leurs opérations, assouplissement des cadres des collatéraux, etc.). Eu égard à la profondeur du désastre, la normalisation de la politique monétaire et le désengagement ne devraient pas être effectués aussi rapidement, en vue de permettre aux économies de mieux amortir les chocs de l'incertitude et de contenir les effets de la tempête (Thomas, 2016).

Il est intéressant de rappeler que la réponse apportée par les banques centrales se réalise dans une mer agitée par des vents de tout sens, accentuant l'incertitude sur les effets potentiels de la politique monétaire. Alan Greenspan a relevé que l'incertitude est une caractéristique omniprésente du paysage de la politique monétaire (Greenspan, 2004). En pratique, une banque centrale n'est jamais tout à fait sûr du type d'incertitude auquel elle fait face en temps réel. Dans un tel contexte, la démarche à suivre pour répondre aux chocs devrait être empreinte de prudence en raison de l'ignorance de l'impact exact des mesures que la banque centrale serait appelée adopter.

Comme pour toutes les banques centrales, le contexte de politique monétaire en RDC souffre gravement d'une incertitude caractéristique tenant à la dollarisation, à la mémoire inflationniste et aux effets pass-through, lesquels ne permettent pas aux taux directeur d'influencer aisément la demande agrégée. Cette situation, conjuguée à l'incertitude

de la Covid-19, devrait pousser la Banque Centrale du Congo (BCC) à développer des cadres opérationnels non conventionnels, qui tiennent également compte de l'environnement économique et financier congolais. A l'instar de ses consœurs des pays avancés et émergents, la BCC est l'institution est sensée jouer un rôle majeur dans l'atténuation du choc de l'incertitude de la Covid-19. Mais ce rôle ne pourrait être correctement joué sans une évaluation du niveau d'incertitude créée par le choc en présence.

Cette situation soulève quelques questions. Quel serait donc le degré d'incertitude créée par le choc de la Covid-19 en RDC ? Quelle réponse la Banque Centrale du Congo (BCC) a-t-elle apportée pour atténuer cette incertitude ? Cette réponse a-t-elle atteint son objectif ? Comment la BCC devrait-elle réorganiser son cadre d'action pour mieux prendre en compte l'incertitude créée par les chocs dans le déploiement de sa réponse ? Cet article voudrait analyser l'impact économique de la Covid-19 à travers son effet sur l'incertitude et la réponse de la politique monétaire, qui est l'un des premiers instruments par excellence en face d'un choc économique et financier de grande ampleur. L'étude a également pour objectif de fournir aux décideurs des cadres appropriés d'action en vue de mieux faire face à des chocs hybrides et majeurs. L'étude se focalise principalement sur l'année 2020, période où la Banque Centrale a été hyperactive dans lutte contre les effets de la pandémie de Covid-19.

2. Revue de littérature

L'incertitude est un ingrédient essentiel pour la politique monétaire. Au regard de son incidence sur les anticipations et les réactions des agents économiques, elle mérite une attention beaucoup plus grande de la part des décideurs de politique monétaire. En période de choc majeur ou de crise, une meilleure prise en compte de l'incertitude permet d'améliorer la gestion de la crise (Brainard, 1967 ; Thiessen, 1995 ; Greenspan, 2004 ; Walsh, 2003 ; Bloom, 2009 ; Brock et al., 2003 ; Svensson et Williams, 2005 ; D'Arvisenet, 2014). Le choc du coronavirus a augmenté l'incertitude entourant l'évolution de la demande globale, des prix. Elle a réduit la confiance et augmenté la peur, perturbant les investissements et le fonctionnement des systèmes économiques et sociaux. Certains chercheurs (Drumetz et al., 2015) ont identifié trois types d'incertitudes que devraient prendre en compte les banques centrales dans la conduite de la politique monétaire : (i)

l'incertitude concernant l'état de l'économie ; (ii) l'incertitude relative à la structure de l'économie et (iii) l'incertitude stratégique (celle-ci est considérée comme la plus importante pour les décideurs dans l'intervention. Ces facteurs sont très difficiles à déterminer par des méthodes empiriques (Baker et al., 2013 ; Bernanke, 1980).

Etant donné l'omni présence de l'incertitude dans l'environnement de la politique monétaire, il est important de comprendre comment « se débrouille » une banque centrale lorsqu'elle ne peut pas observer avec précision des variables macroéconomiques importantes pour la décision ou lorsqu'elle emploie un modèle de l'économie qui ne représente pas correctement cette dernière et, en particulier, les relations et interactions entre les variables (Walsh, 2003). Dans une telle situation, il est important de rechercher des stratégies alternatives capables de fournir de bons résultats macroéconomiques, même lorsque des changements structurels et/ ou des chocs se produisent continuellement, à l'occurrence la Covid-19, et qu'ils n'ont pas été correctement modélisés. La complexité et la vitesse de contagion de la Covid-19 plombent toutes les prévisions et exacerbant l'impact de l'incertitude dans tous les secteurs économiques et dans le monde (Ozili et Arun, 2020).

Pour mesurer l'effet de l'incertitude sur l'économie, Bloom (2009) estime à l'aide du modèle VAR. Ses résultats montrent que l'incertitude semble bondir après des chocs majeurs tels que la crise cubaine des missiles des années 1960, le choc pétrolier des années 1970 et les attentats du 11 septembre 2011. Les effets spillovers de l'incertitude sont la baisse brutale de la production et de l'investissement. Dans le même ordre d'idées, d'autres économistes (Baker et al, 2016) ont développé un indice d'incertitude en politique économique, sur la base d'un modèle VAR. Ils ont conclu que l'incertitude augmente la volatilité dans le système financier, provoque l'inflation, réduit l'investissement et baisse l'emploi.

Aastveit et al., (2013) examinent l'effet d'incertitude sur la modification de l'influence macroéconomique de la politique monétaire. Ils utilisent un modèle SVAR pour estimer les interactions de l'effet d'incertitude avec le choc de la politique monétaire pour l'économie américaine et ensuite pour le Canada, le Royaume-Uni et la Norvège. Ils constatent que les chocs de politique monétaire affectent l'activité économique de façon plus faible lorsque l'incertitude est élevée. En sus, l'investissement répond de deux à cinq fois plus faiblement lorsque l'incertitude se situe dans son décile supérieur au lieu de son décile in-

férieur. L'analyse de Caggiano et al., (2017), illustrent le rôle de la politique monétaire dans la lutte contre les effets réels des chocs d'incertitude dans les récessions et les expansions américaines. A l'aide d'un modèle VAR, ils constatent que les chocs d'incertitude qui frappent les récessions déclenchent une baisse plus abrupte de l'activité. Les simulations contrefactuelles suggèrent que l'efficacité de la politique monétaire systématique pour stabiliser l'activité réelle est plus grande dans les expansions. Enfin, ils fournissent des preuves empiriques et narratives pointant vers une approche de gestion des risques par la Réserve fédérale américaine.

L'évaluation de l'impact macroéconomique de la pandémie de Covid-19 est essentielle pour les décideurs. Cependant, elle est un exercice difficile étant donné la vitesse extrême de la propagation de la crise. Pour mieux cerner son impact, Baker et al. (2020) analysent l'effet de l'incertitude de la Covid-19 sur l'économie américaine. Leurs résultats montrent une contraction annuelle du PIB réel américain de près de 11% au quatrième trimestre 2020. Ils indiquent qu'environ 60% de la contraction prévue de la production reflète un effet négatif de l'incertitude induite par la Covid-19.

De même, Leduc et Liu (2020) étudient le canal d'incertitude du coronavirus sur l'économie américaine et les réponses de la Fed. A l'aide d'une analyse macroéconométrique des fonctions de réponses impulsionnelles, il montre que le choc d'incertitude de la Covid-19 a gravement perturbé l'activité économique par divers canaux d'offre et de demande. Ils montrent également que la pandémie pourrait avoir un impact économique généralisé en augmentant l'incertitude. Cette dernière entraîne une augmentation importante et prolongée du chômage ainsi qu'une baisse de l'inflation et de la demande globale. Ils suggèrent qu'une action accommodante de la politique monétaire (baisses de taux d'intérêt) peut aider à amortir l'impact des chocs d'incertitude sur l'économie.

Au Japon, Watanabe (2020) compare les réponses de la consommation et des prix au choc de la Covid-19 avec une autre catastrophe naturelle de grande échelle qui a frappé le Japon (le tremblement de terre de Tohoku en 2011). La comparaison montre que les réponses à une fréquence quotidienne pendant les deux crises sont assez similaires : le taux de croissance des ventes a augmenté rapidement et a atteint un pic de 20% deux semaines après l'épidémie de Covid-19 au Japon. Ce qui est assez similaire à la réponse immédiatement après le séisme de

Tohoku. Le taux annuel de variation des prix à la consommation a augmenté de 0,6 point de pourcentage en réponse au choc du coronavirus, contre 2,2 points de pourcentage à la suite du tremblement de terre. Cependant, les conclusions suggèrent que si les gens s'attendaient à une inflation plus élevée pour les biens et services à la suite du tremblement de terre, ils s'attendent à une inflation plus faible en réponse au choc du coronavirus. Cette différence dans les anticipations d'inflation suggère que la détérioration économique due à la Covid-19 devrait être considérée comme principalement due à un choc défavorable de la demande pour les industries de services telles que l'hôtellerie et les loisirs, les transports et la vente au détail (ils nécessitent des échanges en face à face), plutôt que comme induite par un choc d'offre globale.

Ozili (2020), illustre l'effet global du coronavirus sur l'économie nigériane. Il montre comment la baisse des prix du pétrole, liée au choc du coronavirus, a sensiblement baissé la croissance économique. Le gouvernement nigérian a répondu à la crise en fournissant une aide financière aux entreprises qui ont été touchés par l'épidémie. La banque centrale a adopté des politiques monétaires accommodantes et a offert un soutien ciblé de 3,5 milliards de USD de prêts à certains secteurs. Ces efforts auraient dû empêcher la crise économique de se produire, mais cela n'a pas été le cas. Il explique cette situation par le fait que les agents économiques ont refusé de se livrer à des activités économiques de peur de contracter la maladie de Covid-19 qui se propage très rapidement. Il conclut que les faiblesses structurelles de l'infrastructure nigériane contribuent à la persistance de la crise. Il propose enfin une perspective de réforme structurelle pour relancer l'économie.

En RDC, plusieurs études ont été menées pour évaluer l'impact des chocs exogènes sur l'incertitude et sur l'économie ainsi que sur les anticipations des agents économiques (Ngonga et Malata, 2006 ; Talebuyi et Malata, 2015 ; Izu, 2016 ; Pinshi, 2018 ; Ntungila et Pinshi, 2019). Ces études montrent que l'incertitude en RDC est endémique (Talebuyi et Malata, 2015). Elle est, en premier lieu, liée à la mémoire inflationniste (qu'ils qualifient de mémoire de l'éléphant) léguée par la longue période d'inflation élevée qu'a connu le pays (1975-2001). Au cours de la période 2002-2020, l'incertitude et la mémoire inflationniste sont entretenues par la volatilité récurrente du taux de change et des prix à la consommation (sur la période 2002-2020, il est rare que la stabilité monétaire soit conservée sur quatre années consécutives en RDC). Considérés sous cet angle, les chocs d'origine extérieure, ne

viennent qu'exacerber cette incertitude, dont les caractéristiques ressemblent à celles du volcan Nyiragongo. Sa lave est permanente, déjà installée, telle une marmite toujours bouillonnante, qui n'attend qu'un choc pour se déverser sur le pan de la colline et raser le paysage environnant.

S'agissant de l'impact économique des chocs, les études de Izu (Izu, 2016) ainsi que de Ntungila et Pinshi (Ntungila et Pinshi, 2019) montrent que la croissance économique en RDC n'est pas résiliente. Elle est extrêmement dépendante des chocs des matières premières. Pour faire face à cette faiblesse structurelle, ils suggèrent un cadre opérationnel, notamment la mise en place et la gouvernance prudente d'un fonds minier, pour assurer l'ajustement et la stabilisation économique pendant les périodes de repli et/ou de récession liées aux chocs des produits de base. Pinshi (2018), à l'aide d'un modèle VAR, a évalué les effets macroéconomiques de la chute de cours des produits de base et a trouvé un canal de transmission importante du choc extérieur, lequel sape rapidement le cadre macroéconomique du pays et expose l'économie à des risques de crise systémique.

Ces analyses ont montré l'impact de chocs sur l'incertitude et sur les économies. Elles ont révélé l'intensité élevée de cet impact et les effets spillovers importants qui s'en suivent. Cette étude-ci voudrait se focaliser sur l'impact du choc d'incertitude de la Covid-19 sur l'économie congolaise et sur la réponse de la Banque Centrale du Congo (BCC) pour réduire l'effet de l'incertitude sur l'économie.

3. Méthodologie

L'objectif de la présente étude est d'estimer comment l'incertitude de la Covid-19 influence, d'une part, l'économie et, d'autre part, la transmission des chocs de politique monétaire en RDC. Pour ce faire, il est fait recours aux données désagrégées mensuellement³ couvrant la période de janvier 2009 à mars 2020.

3.1. Mesurer l'incertitude de la Covid-19

Comme principale mesure de l'incertitude, nous utilisons l'indice d'incertitude pandémique mondiale (WPUI) construites par Ahir et al. (2018), qui est plus large et tient compte des différents crises ou chocs majeurs, notamment des épidémies (SARS ; Grippe aviaire et porcine ; Ebola ; MERS ; Covid-19, etc.), des guerres, des chocs des matières

3 Compte tenu de non disponibilité de données mensuelles, les séries ont été désagrégées.

premières, etc. Ces données sont extraites de la base de données *worlduncertaintyindex.com*.

3.2. *Mesurer l'économie, la demande globale et la politique monétaire*

Pour mesurer l'économie et la demande globale, nous utilisons le PIB réel, l'indice des prix à la consommation, la demande globale de consommation (privée et publique), l'investissement et le degré d'ouverture. La base monétaire et le taux directeur sont utilisés comme réponse de la politique monétaire pour agir sur l'économie, la demande globale et atténuer l'incertitude. Il est toutefois utile de ne pas perdre de vue que l'économie congolaise est dollarisée et que les agents adaptent leurs anticipations aux variations du taux de change et non uniquement à l'évolution de l'inflation, comme l'ont montré Pinshi et Sungani (2018), à travers leur analyse des effets pass-through en RDC. Cette dernière a révélé l'impact plus que proportionnel des variations du taux de change sur les prix à la consommation. Suite à la pertinence du pass-through pour la conduite de la politique monétaire, le taux de change nominal sera utilisé dans l'analyse.

3.3. **Présentation du modèle**

Des recherches récentes, basées sur des modèles dynamiques d'autorégression vectorielle bayésienne (BVAR), ont montré que ces derniers modèles jouent un rôle important dans le cadre analytique de la politique monétaire (Spulbär et al., 2011). En effet, les techniques bayésiennes peuvent être utilisées pour fournir des estimations de paramètres lorsque les modèles incluent de nombreuses variables. Ces méthodes peuvent également être utilisées pour fournir des estimations des coefficients, qui ne sont pas biaisées, lorsque les variables contiennent des racines unitaires. De plus en plus, des preuves empiriques suggèrent que le modèle VAR bayésien (BVAR) produit des analyses et des prévisions macroéconomiques qui établissent un niveau de comparaison élevé pour la plupart des méthodes macroéconométriques alternatives (Kenny et al., 1998 ; Carare et Popescu, 2011). Par ailleurs, le BVAR résout le problème de la sur-paramétrisation en imposant des restrictions de paramètres (Litterman, 1986 ; Sims et Zha, 1998 ; Koop et Korobilis, 2010).

Pour étudier comment l'incertitude de la Covid-19 affecte l'économie et la conduite de la politique monétaire, nous estimons un modèle BVAR. La particularité de cette approche réside dans le fait que la variation dans le temps de l'effet de la politique monétaire est di-

rectement liée à un déterminant spécifique, l'incertitude⁴. Nous recommandons au lecteur de consulter la littérature pour une meilleure compréhension du modèle VAR Bayésien à Prior ainsi que des différents types de Prior (lire à ce sujet Doan et al., 1984 ; Bańbura et al., 2010 ; Litterman 1986 ; Sims et Zha 1998 ; Koop, 2003). Aussi, nous estimerons l'impact du choc d'incertitude de la Covid-19 sur l'économie via un cadre BVAR. Il est à noter que, dans notre exercice, nous évaluerons quantitativement dans quelle mesure la réponse des variables endogènes aux actions de la politique monétaire change avec le niveau d'incertitude.

Pour conduire la recherche, le modèle ci-après sera :

$$X_t = \sum_{j=1}^p \Phi_j X_{t-j} + \varepsilon_t \quad \varepsilon_t \sim N(0, \Sigma) \quad (1)$$

Où est un vecteur de résidus de forme réduite au temps t . Le vecteur contient, l'indice d'incertitude WPUI, le PIB réel, l'indice des prix à la consommation, la consommation globale, l'investissement, le degré d'ouverture, la base monétaire, le taux directeur et le taux de change nominal.

S'il est défini :

$$y = (X_t)' \quad (2),$$

l'hypothèse normale multivariée sur donne :

$$(y|\beta) \sim N(Y \otimes I_m)\beta, I_T \otimes \Sigma) \quad (3)$$

L'estimation de BVAR se concentrera sur la dérivation des distributions postérieures de et sur la base de la distribution multivariée ci-dessus, et des hypothèses de distribution antérieures sur B et Σ .

Un prior gaussien spécifique au modèle est utilisé, avec un choix du Litterman/Minnesota étant donné qu'il réduit le problème de spécification d'une distribution a priori de haute dimension à l'un des deux paramètres de sélection en imposant une structure supplémentaire au prior.

4 Voir Primiceri (2005).

La matrice du prior de moyenne et de covariance est ainsi spécifiée comme suit :

$$\beta \sim N(\beta_n, v_{ij}) \quad \text{avec un moyenne } \beta = 0 \text{ et une covariance } v \neq 0 \quad (4)$$

v étant une matrice diagonale avec les éléments $v_{ij,p}$ au retard p , la spécification prend la forme suivante :

V étant une matrice diagonale avec les éléments au retard , la spécification prend la forme suivante :

$$v_{ij,p} = \begin{cases} (\lambda_1/p^{\lambda_3})^2 & \text{pour } i = j \\ (\lambda_1\lambda_2\sigma_i/p^{\lambda_3}\sigma_j)^2 & \text{pour } i \neq j \end{cases} \quad (5)$$

Où λ_1 sont des hyper-paramètres, et σ_i est la racine carrée du ième élément diagonal de Σ . Le prior de Litterman/Minnesota suppose que Σ est fixe, ne formant pas de prior sur Σ , en utilisant simplement l'estimation initiale donnée. Toutes les données sont exprimées en logarithme (à l'exception du taux directeur). Ensuite, l'opérateur de différence est appliqué.

4. Résultats empiriques et discussions

L'objet du travail consiste à estimer la manière dont l'incertitude de la Covid-19 affecte l'économie et comment la demande agrégée et l'économie réagissent face au choc (intervention) de la politique monétaire.

4.1. Choc de l'incertitude de la Covid-19

Le graphique 5 présente les réponses dynamiques, estimées de l'économie, à un choc d'incertitude de la Covid-19. Il en découle que l'incertitude de la Covid-19 pourrait entraîner pendant au moins 20 mois une baisse durable de la production en RDC. Cette baisse, mécanique et drastique, est de nature à replonger l'économie, à n'importe quel moment, dans une situation de récession ou de dépression. Le choc de la Covid-19 se traduirait également par une instabilité macroéconomique.

En effet, le taux d'inflation augmenterait à partir du troisième mois jusqu'à atteindre un niveau culminant. Selon les estimations faites, cette instabilité devrait être relativement durable. L'existence d'un effet pass-through élevé conforterait. Il s'en suivrait une forte dépréciation du cours de change nominal à partir du troisième mois à la suite de l'incertitude. La détérioration de la situation aurait pour conséquence

une réduction du matelas de réserves internationales. Par ailleurs, il conviendrait de souligner les composantes de la demande globale et le degré d'ouverture répondent aussi négativement au choc de l'incertitude accrue de la Covid-19. L'investissement baisserait drastiquement, pendant 22 mois environ. Le degré d'ouverture stagnerait pendant au moins 18 mois, ce qui pénaliserait les entreprises évoluant dans le secteur de l'import-export. La consommation globale se comporterait de façon volatile et stagnerait pendant au moins 12 mois.

La réaction combinée de toutes ces variables macroéconomiques suggère que l'incertitude affecte l'économie congolaise d'une manière similaire à un frein brutal activé pendant que la machine économique accélérât son avancée. Les perturbations qui en résultent comportent le risque de déboucher sur une crise systémique. Ainsi, en raison de l'incertitude, la pandémie de Covid-19 a d'importants effets sur l'économie, notamment sur le niveau de confiance sur sa trajectoire future. Les répercussions du choc de l'incertitude, tels estimés par l'étude, sont de nature à exacerber la récession, en rallongerait sa durée. Elles ralentiraient à coup sûr la marche de l'économie congolaise vers l'émergence et le développement.

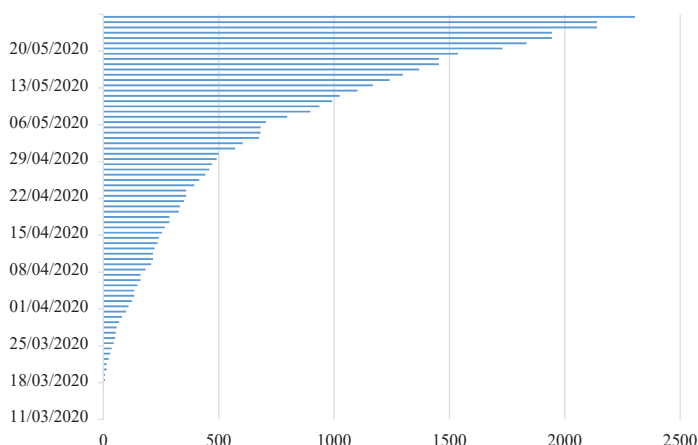
4.2. Analyse de la réponse de politique monétaire

Le choc d'incertitude de la Covid-19 affecte durement les économies. Il appelle à une réponse, notamment monétaire. Comme souligné précédemment, la réponse monétaire devrait en principe être caractérisée par la souplesse et l'innovation. Par ailleurs, les objectifs à poursuivre devraient être précis et les délais de réponse sensiblement écourtés. S'agissant de la Banque Centrale du Congo, elle a réagi au choc de la Covid-19. A l'instar des autres banques centrales, elle a assoupli sa politique monétaire, attesté par la baisse de son taux directeur en mars 2020 (tableau 1) et l'accroissement de la taille de son bilan (graphique 4 a) via des octrois des facilités de liquidités aux banques principalement.

Le bilan de la banque centrale joue un rôle important dans la gestion de liquidité et la régulation de la demande globale (Zorn et Garcia, 2011 ; Bagus et Howden, 2016), particulièrement en période des crises (les banques centrales modifient la taille du bilan par l'augmentation du volume de refinancement et la structure du bilan par des programmes d'achats d'actifs de nature et d'échéance différenciées). Pour la BCC, la taille de son bilan a spectaculairement augmenté, depuis le choc des

cours de produits de base en 2015. Elle s'est accrue de 162%.

Graphique 4 a. Evolution de la base monétaire (en milliards de CDF)



Source : *Représentation personnelle sur la base des données de la BCC.*

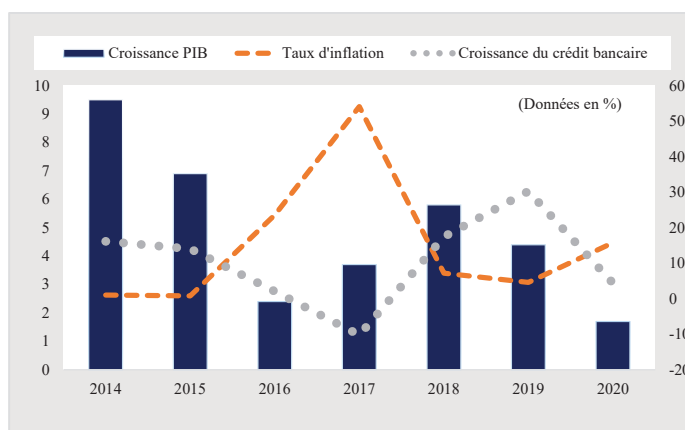
Cependant, la réponse de la BCC a été empreinte de viscosité tant la Banque a attendu près de deux mois (de janvier à mars 2020) avant de mettre en place un cadre d'action, alors que le virus se propageait déjà dans le pays en raison de sa connexion avec la Chine et l'Europe. Par ailleurs, le cadre opérationnel n'a pas été modifié en profondeur, ni fait preuve de souplesse comme cela a été le cas dans les banques centrales de nombreux pays avancés et émergents, en raison de certaines contraintes d'ordre structurel (faible développement financier, dollarisation élevée et présence des effets pass-through).

Il serait encore plus intéressant d'analyser l'impact de la réponse de la BCC sur l'économie à l'instar des travaux de nombreux chercheurs qui se sont focalisés sur les canaux par lesquels les ajustements du taux directeur et l'expansion du bilan des banques centrales affectent les conditions économiques et financières (BRI, 2019). Les résultats des estimations du graphique 6 en annexe (ce graphique retrace les effets statistiques d'un choc de la politique monétaire via la baisse du taux directeur, sur la production, la demande agrégée et l'inflation) montrent qu'en face d'une incertitude accrue, la production ne répondrait pas favorablement à la baisse du taux directeur. En d'autres termes, un assouplissement monétaire n'empêcherait pas l'installation durable d'une récession (pendant au moins une année et 8 mois). Le cadre opérationnel conventionnel de la politique monétaire n'aurait pas non plus d'effet sur la demande agrégée.

Quant à l'inflation, le processus conduisant à sa maîtrise serait plus complexe pour la banque centrale, à la suite, d'une part, de la persistance d'effets pass-through d'une intensité élevée et, d'autre part, de la multiplication d'objectifs contradictoires (Graphique 4 b) pour la politique monétaire. En effet, en face d'un ralentissement économique rapide et d'une contraction sévère du crédit bancaire, un assouplissement monétaire serait la réponse appropriée tandis que face à une montée en flèche de l'inflation, la banque centrale est appelée à resserrer sa politique monétaire). Quand ces trois phénomènes sont entremêlés, des dilemmes apparaissent dans le choix des cibles à poursuivre. Toute direction que la banque centrale peut prendre peut aggraver l'une ou l'autre forme de crise.

L'action de la politique monétaire devrait naturellement prioriser la lutte contre l'inflation et la stabilisation du taux de change pour atténuer les effets pass-through. Etant donné que l'investissement ne réagit pas face à la baisse du taux directeur, la baisse de l'investissement serait durable. Par contre, la demande de consommation montrerait une certaine sensibilité au taux directeur. Cependant, cette dernière se manifesterait avec lenteur à partir du dixième mois où l'on commencerait à observer une relative augmentation. Ceci s'explique notamment par progression des dépenses publiques pour faire face à la crise. En considérant ce résultat, l'augmentation de la consommation pourrait peut-être, dans certain cas, jouer un rôle dans la relance économique.

Graphique 4 b. Paysage complexe pour la politique monétaire
(en termes de priorisation d'objectifs)



Source : Représentation personnelle sur la base des données de la BCC.

Il serait important de souligner que toute action visant à stimuler la demande agrégée devrait être menée avec prudence. En effet, compte tenu des caractéristiques structurelles de l'économie (faiblesse de l'offre locale des biens et services face à une pression permanente de la demande, préférence des agents pour les produits importés, dollarisation élevée, effets pass-through importants), toute augmentation désordonnée de la demande, qu'elle soit due à une relance monétaire ou budgétaire, comporterait les germes d'une instabilité monétaire. L'action sur la demande globale est plutôt efficace pour assurer une désinflation.

Analysons le graphique 7 pour évaluer la nature du rôle que pourrait jouer une gestion judicieuse de la taille du bilan de la Banque centrale. Il peut être remarqué que le choc de la politique monétaire, via l'augmentation prudente de la taille de son bilan, pourrait entraîner une augmentation durable de la production et une maîtrise de l'inflation à partir du quatrième mois. Après une dépréciation monétaire jusqu'au quatrième mois, le taux de change se stabiliserait à partir du cinquième mois. Ce résultat suggère que l'action via la taille du bilan serait particulièrement plus rapide et plus importante pour juguler l'inflation.

La Banque Centrale du Congo semblerait n'avoir qu'une marge réduite d'action en cas d'incertitude accrue. Les résultats des estimations montrent que la portée de la politique monétaire est limitée face à l'incertitude, en raison de nombreuses pesanteurs structurelles. Pour renforcer l'impact de la politique monétaire en cas de choc d'incertitude, il s'avère important d'amorcer une refonte en profondeur du cadre opérationnel de la BCC en tenant évidemment compte du contexte. En général, les banques centrales disposent d'une latitude élevée pour intervenir en cas de crise d'une grande ampleur, en adoptant des nouveaux dispositifs, principalement en réaction à l'instabilité (Smaghi, 2016). Elles ont ainsi plus liberté pour mener des réformes sur les conditions et les possibilités d'intervention, que les Etats. Dans ce cadre, il ne serait pas normal que la BCC demeure à la traîne en matière de réforme. L'apparition des vagues successives rappelle que la pandémie de Covid-19 continuerait longtemps à perturber le fonctionnement des économies. Même si la politique monétaire ne pourrait pas endiguer avec certitude le ralentissement économique, elle peut néanmoins estomper le pic d'incertitude qui sévit et apporter une contribution non négligeable à une reprise graduelle et soutenue de l'économie.

L'objectif consisterait à chercher à préserver, autant que possible, des entreprises et des emplois viables jusqu'au retour des conditions normales. Il faudrait mentionner que même lorsque le taux directeur à court terme est très faible, tendant vers la borne zéro, les banques centrales peuvent encore stimuler la demande grâce aux mesures non conventionnelles (Odendahl et al., 2020).

La mise en place des bons du trésor est de nature à accroître les options d'intervention pour la Banque centrale, notamment pour l'organisation de opérations d'open market et la mise en place d'un programme d'achats d'urgence des actifs. Par ailleurs, l'allongement de la maturité pour certaines interventions ciblées pourrait se révéler important, afin de réduire les faiblesses structurelles de l'économie. La banque centrale devrait également, en tant qu'assureur ultime de la liquidité, fournir une liquidité abondante aux banques, tout en mettant en place des dispositifs les encourageant à répercuter cet apport sur les petites et moyennes entreprises (PME). En cas de choc d'incertitude majeur, le périmètre du refinancement, en termes de collatéraux et des contreparties aux opérations, devrait être élargi avec rapidité, en incorporant certaines entreprises ou institutions financières qui pourraient avoir une importance systémique, même si elles ne seraient pas de banques (Goodfriend, 2014 ; Gopinath, 2020).

L'existence d'un effet pass-through élevé suggère que la Banque Centrale du Congo devrait avoir un régime monétaire hybride, incorporant le taux de change comme objectif intermédiaire implicite de la politique monétaire, en sus du ciblage des agrégats monétaires. Par ailleurs, sur le plan opérationnel, la politique monétaire devrait être flexible et innovante afin de s'adapter rapidement aux forces en présence. Il s'agirait notamment d'élargir le périmètre des facilités existantes, d'introduire plusieurs autres instruments tels que les opérations de refinancement à plus long terme, de remodeler la durée des opérations de refinancement usuelles et d'abaisser les normes d'éligibilité des collatéraux appliquées aux banques, de mettre en place les procédures d'open market pour certaines opérations de refinancement, d'officialiser les swaps comme instrument de politique monétaire, de créer des facilités de dépôts rémunérés.

Par ailleurs, la BCC pourrait également explorer la possibilité d'élargir, sous certaines conditions à déterminer, l'élargissement des contreparties à ses opérations (faciliter l'accès à ses interventions à certaines

institutions financières non bancaires). Elle pourrait aussi examiner la possibilité d'organiser des programmes planifiés d'achats (titres, devises, or). La Banque Centrale du Congo devrait aussi exploiter judicieusement et plus efficacement les opportunités qu'offrent la communication, à l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), afin de mieux orienter les anticipations des agents économiques et de susciter la confiance sur la base d'une communication crédible.

Il est important de souligner que l'incertitude découlant de la pandémie de Covid-19 pose des défis inédits pour la conduite de la politique monétaire. Lors de la crise de 2008, les banques centrales avaient déployé des mesures non conventionnelles et très accommodantes pour faire face à la crise financière. Cependant, la menace était essentiellement limitée à la sphère économico-financière. Cette fois-ci, la menace est beaucoup plus complexe et en perpétuelle mutation. Dès lors, les banques centrales devraient être plus vigilantes, plus innovantes et plus réactives et devraient adapter continuellement leur cadre analytique et de surveillance.

Pour améliorer la perception de l'incertitude, il est de plus en plus proposé d'insérer dans le cadre d'analyse et de surveillance de la politique monétaire, des éléments cruciaux des cadres de surveillance « macro-prudentielle » et de gestion des crises systémiques, lesquels sont basés sur la détection et l'évaluation anticipées des risques. L'intégration de l'approche de gestion par les risques dans l'élaboration des politiques monétaires devrait recourir à tous les instruments, voir à des modèles d'alerte avancée. Les applications de prise de décision bayésienne et des modèles de simulation des risques « macrofinanciers » devraient être utilement exploitées.

Conclusion

Cet article estime le choc d'incertitude liée à la Covid-19 sur l'économie et examine le rôle de la politique monétaire pour amortir ce choc à l'aide d'un modèle dynamique VAR Bayésien à prior Minnesota. L'étude a montré que l'incertitude de la Covid-19 a des effets beaucoup plus importants, notamment sur la demande agrégée, les prix, le taux de change. Les simulations menées pour évaluer les réponses de la politique monétaire indiquent son efficacité limitée et montrent qu'en face d'un niveau accru de l'incertitude, la politique monétaire pourrait ne pas y avoir d'effet pendant une longue période.

Ces résultats empiriques ont démontré que l'incertitude réduit la capacité de la banque centrale à influencer l'économie et à maîtriser l'inflation. Toutefois, la réponse de la politique monétaire par le truchement de la base monétaire peut amortir ce choc incertain. Connaissant les limites de la politique monétaire face à la pandémie et aux chocs d'offre, nous proposons la mise en place des réponses non conventionnelles adaptées aux spécificités de la RDC et la prise en compte des effets « pass-through » dans les cadres analytiques.

Par ailleurs, la crise de Covid-19 ressemble à une sorte de Tchernobyl économique et financier dont les conséquences entraîneraient dans la durée. Elle illustre le nouveau genre de risques hybrides (introduction des économies dans toutes sortes de zones d'instabilité - dépréciation du taux de change, instabilité des prix, instabilité financière, instabilité de la croissance) auxquels seraient confrontés à l'avenir les responsables des politiques monétaires. Une des caractéristiques de ces risques hybrides et l'apparition simultanée des objectifs extrêmement contradictoires avec des amplitudes inédites qui placent la politique monétaire dans de sérieux dilemmes.

Dans ce contexte, la gestion de la politique monétaire ne saurait être réalisée de façon traditionnelle. La Banque Centrale est appelée faire preuve de vigilance, de souplesse et de prudence comme on le ferait pour un réacteur nucléaire, lequel est soigné avec minutie afin d'éviter tout risque de fonte (Cochrane, 2020). En vue d'améliorer la perception de l'incertitude et des risques en présence, la banque centrale devrait reformer son cadre d'analyse et de surveillance, en s'inspirant des instruments de surveillance macroprudentielle et de gestion des crises systémiques, qui recourent aux modèles sont plus prospectifs et pro-actifs. Ainsi, les modèles d'alerte précoce devraient être employés intensivement.

Références bibliographiques

- Aastveit, K., A., Natvik, G., J., et Sola, S. (2013). Economic Uncertainty and the Effectiveness of Monetary Policy. *Working Paper 17, Norges Bank Research*, juin.
- Ahir, H., Bloom, N., et Furceri, D. (2018). The World Uncertainty Index. Octobre
- Ahir, H., Bloom, N., et Furceri, D. (2020). Global Uncertainty Related to

Coronavirus at Record High. *IMF Blog*, avril.

Bagus, P., et Howden, D. 2016. Central Bank Balance Sheet Analysis. *MPRA Paper* no. 79801, juin.

Baker, S. R., Bloom, N., et Davis, S., J. (2013). Measuring economic policy uncertainty. *Working paper n0.83, Chicago Booth Research Paper No. 13-02*, janvier.

Baker, S. R., Bloom, N., et Davis, S., J. (2016). Measuring economic policy uncertainty. *Mars*.

Baker, S. Bloom, N., Davis, S., J., et Terry, S., J. (2020). Covid-Induced Economic Uncertainty. *Avril*

Bañbura, M., Giannone, D., et Reichlin, L. (2010). Large Bayesian vector auto regressions. *Journal of Applied Econometrics*, vol. 25, 71-92, Janvier.

Banque des Règlements Internationaux (BRI) (2019). Large central bank balance sheets and market functioning. *Markets Committee*, octobre.

Bekaert, G., Hoerova, M., et Lo Duca, M. (2010). Risk, uncertainty and monetary policy. *NBER Working paper* 16397, septembre.

Berger, H., Kang, K., et Rhee, C. (2020). Atténuation des effets et choix délicats : premiers enseignements tirés de la situation en Chine. *IMF Blog*, mars.

Bernanke, B., S. (1980). Irreversibility, uncertainty, and cyclical investment. *NBER working paper series* no. 502, juillet.

Bloom, N. 2009. The impact of uncertainty shocks. *Econometrica*, 77 (3), 623–685, mai.

Brainard, W., C. (1967). Uncertainty and the Effectiveness of Policy. *The American Economic Review*, 57(2), 411-425, mai.

Brock, W., A., Durlauf, S., N., et West, K., D. (2003). Policy evaluation in uncertain economic environments. *Brookings Papers on Economic Activity* no. 1

Caggiano, G., Castelnuovo, E., et Nodari, G. (2017). Uncertainty and Monetary Policy in Good and Bad Times. *Bank of Finland Research Discussion Paper* 8, mars.

Carare, A., et Popescu, A. (2011). Monetary policy and risk-premium shocks in Hungary : results from a large Bayesian VAR. *IMF Working Paper*

WP/11/259, novembre.

- Cochrane, J., H. (2020). Coronavirus monetary policy. Economics in the time of COVID-19. *Centre for Economic Policy Research*.
- Courtney, H., Kirkland, J., et Viguerie, P. (2000). Quelle stratégie dans un environnement incertain ? Les stratégies de l'incertain, *Harvard Business Review*, Editions d'organisation.
- D'Arvisenet, P. (2014). *Les politiques monétaires dans la tempête*. 1^{ère} édition, Paris : Economica.
- Dixit, A., et Pindyck, R. (1994). *Investment under Uncertainty*. Princeton University Press.
- Doan, T., Litterman, R., et Sims, C. A. (1984). Forecasting and Conditional Projection Using Realistic Prior Distributions. *Econometric Reviews*, 3(1), janvier.
- Drumetz, F., Pfister, C., et Sahuc, J. (2015). *Politique monétaire*. 2^e édition, Bruxelles : Deboeck.
- Goodfriend, M. (2014). Lessons from a Century of Fed Policy : Why Monetary and Credit Policies Need Rules and Boundaries. *Frameworks for Central Banking in the Next Century*. A Policy Conference, mai.
- Gopinath, G. (2020). Limiting the economic fallout of the coronavirus with large targeted policies. Mitigating the Covid Economic Crisis : Act Fast and Do Whatever It Takes, *Centre for Economic Policy Research* (CEPR).
- Greenspan, A. (2004). Risk and uncertainty in monetary policy. Innovations and issues in monetary policy: the last fifteen years. *Aea papers and proceedings*, mai.
- Izu, A., M. (2016). Volatilité des cours des produits miniers et vulnérabilité de l'économie : est-ce que la croissance économique va s'essouffler en RDC ? *MPRA Paper* no. 74751, juillet.
- Kibala, J., K. (2020). Prévision de la propagation de la pandémie Covid-19 dans le monde. *Hall*, mars.
- Kenny, G., Meyler, A., et Quinn, T. (1998). Bayesian VAR models for forecasting Irish inflation. *MPRA Paper* no. 11360, décembre.
- Koop, G. (2003). *Bayesian Econometrics*, Chichester : John Wiley & Sons.

- Koop, G., et Korobilis, D. (2010). Bayesian multivariate time series methods for empirical macroeconomics. *Foundations and Trends in Econometrics*, 3(4), DOI: 10.1561/08000000013
- Kovanen, A. (2020). Fighting the unknown – An essay about the challenges in responding to the coronavirus epidemic, mars.
- Leduc, S., et Liu, Z. (2020). The Uncertainty Channel of the Coronavirus. *Research from Federal Reserve Bank of San Francisco*. Mars.
- Litterman, R. (1986). Forecasting with Bayesian Vector Autoregressions – Five years of experience. *Journal of Business and Economic Statistics*, 4(1), janvier.
- Liu, S. (2020). The Butterfly Effect : Coronavirus may Redefine the Global Currency Landscape. *Harvard Kennedy School*.
- Ngonga, V., N. et Malata, A., K. (2006). Vérification de l'interaction stratégique entre la désinflation et les anticipations des agents économiques en RDC de 2000 à 2005, in *Revue Analyses et Prospectives*, Banque Centrale du Congo, 1(1), mars.
- Mobula, L., M., Samaha, H., Yao, M., et Ahuka-Mundeke, S. (2020). Recommendations for the Covid-19 Response at the National Level Based on Lessons Learned from the Ebola Virus Disease Outbreak in the Democratic Republic of the Congo. *The American journal of tropical medicine and hygiene*, mai.
- Ntungila, F., et Pinshi, C., P. (2019). Fluctuations de prix des matières premières et économie congolaise : manne d'espoir ou de malédiction. *MPRA Paper* no. 95409, août.
- Odendahl, F., Penalver, A., et Szczerbowicz, U. (2020). L'action des banques centrales pour aider l'économie à survivre au Covid-19. Banque de France, *Bloc-note Éco – billet* n° 157, avril.
- Ozili, P. (2020). Covid-19 pandemic and economic crisis : The Nigerian experience and structural causes. <https://ssrn.com/abstract=3571085>, avril.
- Pinshi, C., P., et Sungani, E. (2018). The relevance of pass-through effect : should we revisit monetary policy regime? *International Journal of Economics, Business and Management Research*, février.
- Pinshi, C., P. (2018). Les effets macroéconomiques de la chute des cours de produits de base : Evaluation sur la République démocratique du Congo.

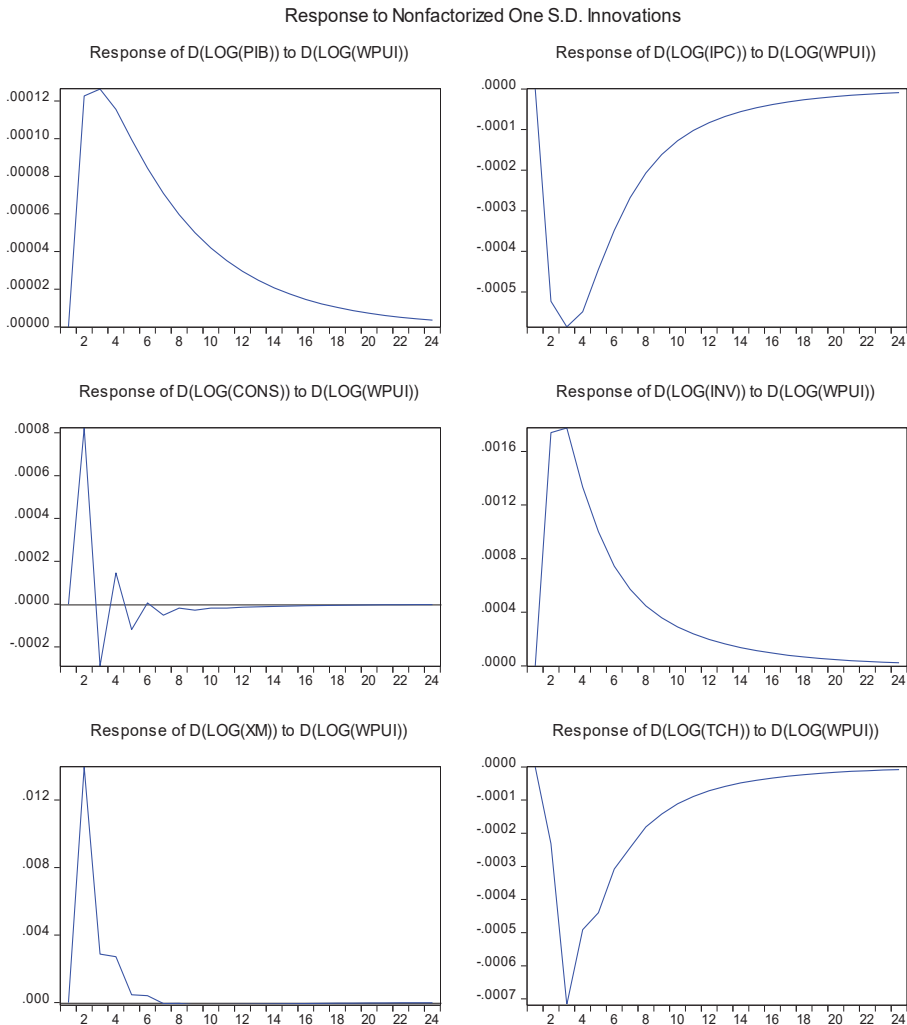
International Journal of Innovation and Applied Studies, 24(1), Août.

- Portal, T., et Roux-Dufort, C. (2013). *Prévenir les crises*. 1^{ère} édition, Paris : Armand Colin.
- Primiceri, G., E. (2005). Time Varying Structural Vector Autoregressions and Monetary Policy. *The Review of Economic Studies*. 72(3), 821–852, <https://doi.org/10.1111/j.1467-937X.2005.00353.x>, juillet.
- Sims, C., A., et Zha, T. (1998). Bayesian Methods for Dynamic Multivariate Models' *International Economic Review*. 39(4), 949-968.
- Shereen, M., A., Khan, S., Kazmi, A., Bashir, N., et Siddique R. (2020). Covid-19 infection : Origin, transmission, and characteristics of human coronaviruses. *Journal of Advanced Research*, mars.
- Smaghi, L., B. (2016). Les banques centrales dans la crise. Le nouveau rôle des banques centrales. *Problèmes économiques* n°3126, février.
- Svensson, L., E., O., et Williams, N. (2005). Monetary policy with model uncertainty : Distribution forecast targeting. *Working Paper* 11733, <http://www.nber.org/papers/w11733>, novembre.
- Talebui, O., T. et Malata, A., K. (2015). Dédollarisation de l'économie congolaise: être patient avec la mémoire d'un éléphant. *Cahiers économiques et sociaux*, 33(1-2-3).
- Thiessen, G. (2015). L'incertitude et la transmission de la politique monétaire au Canada. *Conférence HERMES-Glendon*, mars.
- Thomas, P.H. (2016). Banquiers centraux ou...apprentis sorciers ? Le nouveau rôle des Banques Centrales, *Problèmes économiques*, n°3126, février.
- Walsh, C., E. (2003). Implications of a Changing Economic Structure for the Strategy of Monetary Policy. In monetary policy and uncertainty : Adapting to a changing economy, *Jackson Hole Symposium*, Fédéral Reserve of Kansas City, août.
- Watanabe, T. (2020). The Responses of Consumption and Prices in Japan to the COVID-19 Crisis and the Tohoku Earthquake. *JSPS Grant-in-Aid for Scientific Research Working paper series* no.020. Central Bank Communication Design, mars.
- Zorn, L., et García, A. (2011). Financial Markets Department Central Bank Collateral Policy : Insights from Recent Experience. *Bank of Canada review spring*.

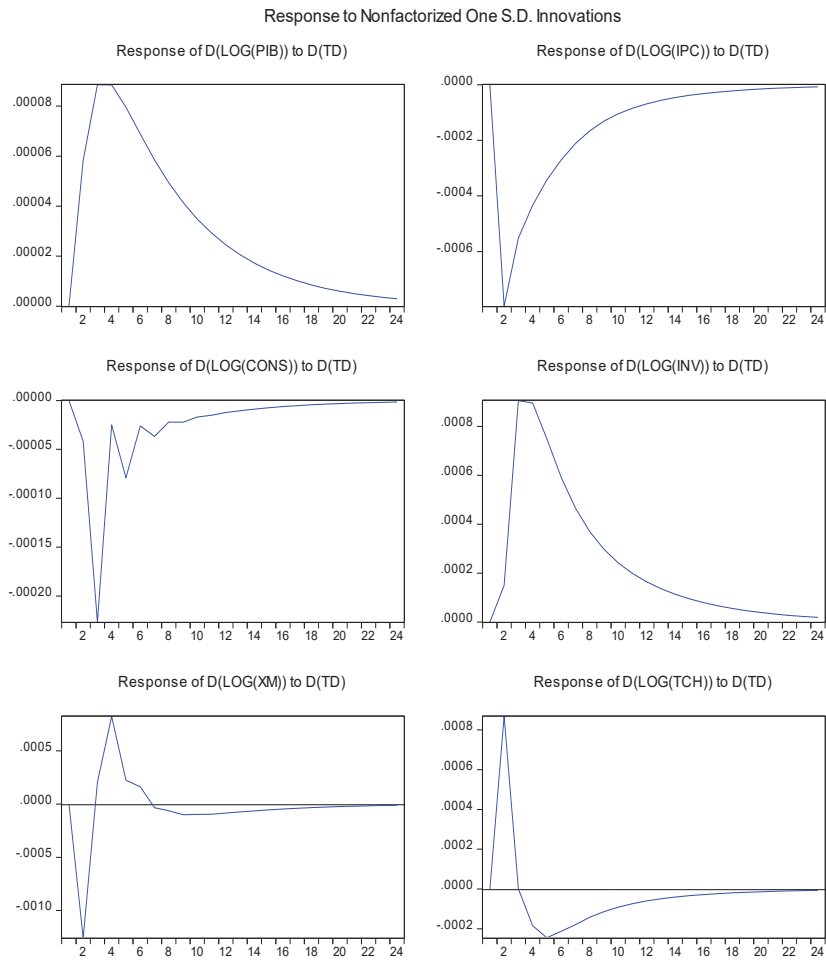
ANNEXES

Les résultats du modèle BVAR utilisant Minnesota / Litterman a priori sur la base des valeurs suivantes des hyperparamètres ($\lambda_1 = 16$; $\lambda_2 = 0,99$; $\lambda_3 = 1$)

Graphique 5. Choc de l'incertitude de la COVID-19

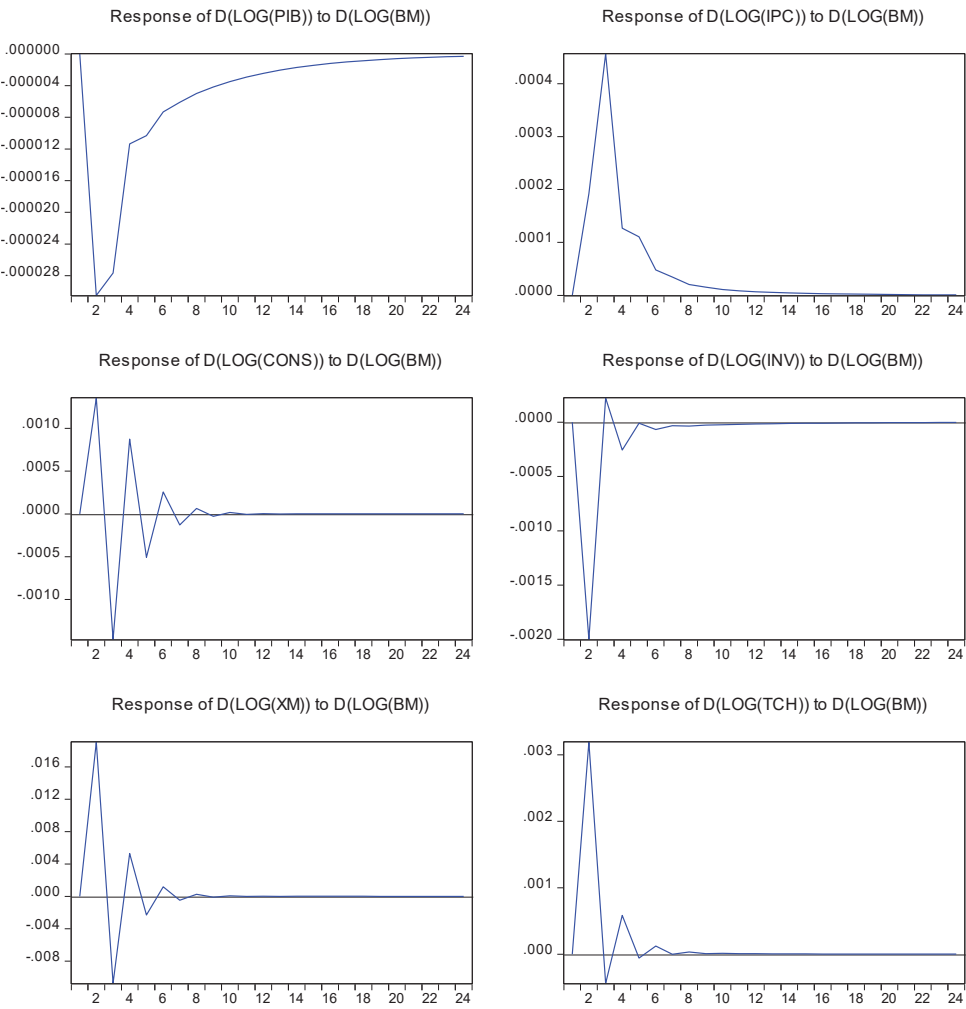


Graphique 6. Choc du taux directeur



Graphique 7. Choc de la base monétaire

Response to Nonfactorized One S.D. Innovations



CHARTRE ÉDITORIALE

1. Cadre de publication et domaines couverts

1.1. Cadre de publication

Dans le cadre de la promotion de la recherche et de l'innovation, le Centre de Recherche en Sciences Humaines, CRESH en sigle, de la République Démocratique du Congo (RDC) a décidé de lancer une revue pluridisciplinaire, avec un focus sur l'appréhension des problèmes de l'humain vivant en société et la quête méthodique de solutions adaptées. Il s'agit de la Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales (RECOSH, en sigle).

Enregistrée à la Bibliothèque nationale de la RDC, ce support de publication est une revue scientifique à comité de lecture international qui compte sur la détermination des chercheuses et chercheurs à produire et à diffuser des connaissances orientées vers l'amélioration des conditions de vie des populations congolaise, africaine et mondiale, dans toutes leurs dimensions. Publiée à fréquence semestrielle, la RECOSH est ouverte aux milieux académiques et de recherche du monde entier et reçoit des propositions originales à valeur ajoutée pertinente rédigées en anglais ou en français. Les actes des colloques, les communications des congrès nationaux et internationaux ainsi que les réflexions pointues des experts y sont également publiés, tant qu'ils se rapportent aux sciences humaines et sociales (économie et finance, démographie, histoire, anthropologie et sociologie, sciences politiques et administratives, droit et relations internationales, géopolitique et géostratégie, philosophie, lettres et communication, psychologie et sciences de l'éducation, environnement, santé et développement, gouvernance institutionnelle, etc.). La revue est éditée en version électronique (en ligne) et imprimée par le CRESH.

1.2. Domaines couverts par la revue

Sans être exhaustifs, les domaines ci-après sont couverts par la RECOSH, avec un accent aussi bien sur des questions fondamentales que sur des sujets de recherche appliqués :

- **sciences économiques et de gestion** : macroéconomie et grandes tendances des sociétés ; économie du bien-être et choix des déci-

sions publiques ; mathématiques de la décision et évaluation des politiques publiques ; économétrie et statistique appliquées à la gestion ; économie expérimentale et comportementale ; économie industrielle et dynamique de production ; finance ; entrepreneuriat et développement stratégique ; gestion des ressources humaines ; management privé et administration publique ;

- **démographie et développement durable** : population et développement ; agriculture, agroalimentaire et agrobusiness ; gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; administration rurale ; peuplement et caractéristiques culturelles ;
- **sciences naturelles et biomédicales** : eau, hygiène, santé et assainissement par l'approche intégrée une seule santé " One Health" ; gestion des déchets, de l'énergie et de la quantité et de la qualité des ressources en eaux face au développement urbain et rural ; impact des activités humaines sur les différents écosystèmes et la santé de la population humaine ; dissémination dans l'environnement des contaminants émergents, tels que les produits pharmaceutiques, les polluants organiques persistants et les métaux toxiques ; changement climatique et adaptation des politiques publiques aux objectifs du développement durable ; décontamination des sols ; gestion des espèces menacées ; risques naturels et sociétés ;
- **sciences juridiques** : libertés fondamentales et universelles ; problématiques électorales et droit constitutionnel ; conflits entre Etat, droit humanitaire et droit international public ; droit administratif, de la fonction publique et des marchés publics ; discriminations et droit des collectivités locales ;
- **histoire, sociologie et anthropologie** : histoire sociale et culturelle ; histoire et sociétés urbaines ; histoire de l'art et archéologie ; décolonisation et histoire politique africaine ; histoire comme justification de la politique ; critique des écoles historiques ; interprétation des imaginaires sociaux ; étude des faits sociaux et décryptage des phénomènes sociaux ; construction d'une méthode sociologique ; pensée religieuse, culture et rationalité ; développement et questions autochtones ; vulnérabilités et travail social ;
- **sciences politiques, administratives et relations internationales** : étude des phénomènes politiques ; mouvements politiques

- et questions de philosophie politique ; politique comparée et progrès des civilisations ; théories politiques et politiques publiques ; populismes et influences politiques ; mobilisations collectives et partis politiques ; discours et communication politiques ; étude des organisations sociales ; questions d'administration rurale ; stratégie des organisations ; gestion de l'innovation et transfert des connaissances ;
- **psychologie** : neuroscience comportementale ; psychologie clinique ; psychologie du développement ; psychologie communautaire ; psychologie cognitive et fondamentale appliquée ; psychométrie et méthodes quantitatives ; psychologie sociale. Une interaction particulière est envisagée entre la psychologie et plusieurs disciplines variées allant de la biologie, la physiologie, la logique, la linguistique, les neurosciences, les sciences cognitives en général mais également avec la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la théorie des organisations ou l'économie ;
 - éducation : adaptation et orientation scolaires ; apprentissage ; pédagogie de développement ; éducation spécialisée ; contextes éducatifs ; gestion de l'éducation et de la formation ; philosophie de l'éducation ; analyse des systèmes éducatifs ;
 - **philosophie** : éthique et sociétés ; philosophie de la communication ; philosophie du développement ; philosophie africaine ; philosophie et histoire des sciences ; philosophie politique ; philosophie sociale ; philosophie du droit ; philosophie de l'art ; philosophie de la religion ;
 - **lettres** : analyse du phénomène littéraire ; études de corpus littéraires ; questions intertextuelles et transculturelles, y compris les liens entre la littérature d'une société donnée et les autres littératures ; déterminants sociaux des lettres ; modèles d'analyse littéraire ; politiques des lettres ; théories littéraires ;
 - **communication** : communication des organisations et des entreprises ; journalisme ; communication politique ; communication et santé ; communication environnementale ; communication et développement ; publicité ; éthique de la communication ;
 - **géopolitique et géostratégie** : grâce à une approche pluridisciplinaire (géographie, économie, droit, relations internationales,

sciences politiques...), les thématiques couvrent un ensemble diversifié de domaines en rapport avec les enjeux de rivalités de pouvoir à l'échelle régionale et au niveau global. Cet ensemble appréhende l'espace aussi bien en tant que cadre (géographie politique), enjeu (géopolitique) qu'en tant que théâtre (géostratégie) ;

- **santé publique** : les recherches regroupées sous cette thématique concernent essentiellement l'application des savoirs divers à l'amélioration de la santé des populations. Elles se rapportent aussi bien à la gestion de la santé qu'aux problèmes de santé communautaire.

2. Instances éditoriales

La Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales comprend trois instances éditoriales, à savoir : le Comité Editorial, le Comité de Rédaction et le Comité Scientifique, tous composés majoritairement de professeurs d'universités congolaises et étrangères et de chercheurs seniors.

Comité Editorial	Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), <i>Editeur responsable</i> Ivon Mingashang, <i>Directeur de publication</i> Bobo B. Kabungu, <i>Directeur exécutif</i>
Comité de Rédaction	Bobo B. Kabungu, <i>Rédacteur en chef</i> John Poté Wembonyama, <i>Rédacteur en chef adjoint</i> Vicky Elongo Lukulunga, <i>Rédacteur</i> John Safari Bigarura, <i>Secrétaire de rédaction</i> Roger Bakemo Ituko, <i>Assistant de rédaction</i> Mboma Luzembo, <i>Infographe</i>

Comité Scientifique	Joseph Kazadi Mpiana Macaire Munzele Adolphe Kilomba Sumaili André Luhasa José Mangalu Agbada José Mvwezolo Bazonzi Justin Okana N'siawi Lebung Ghislain SJ Tshikendwa Matadi André L. Abraham Wufela Yaek'olingo Gustave Beya Siku Moïse Cifende Kaciko Albert Essanga Tonogo Dieudonné Kaluba Dibua John Poté Wembonyama Ivon Mingashang Bobo B. Kabungu Piaget Mpoto Balebo Staline-Fidèle Ndongoboni Essambela Jean-Pierre Mbwebwa Kalala Jean-Paul Segihobe Bigira Vicky Elongo Lukulunga Alphonse Miema Bongo
----------------------------	--

3. Instructions aux auteurs(eures)

3.1. Types d'articles

La RECOSH accepte essentiellement les articles originaux de recherche et les communications scientifiques à l'occasion des colloques de haut niveau, sous réserve du respect des instructions aux auteurs.

3.2. Taille des articles

Les articles soumis à l'appréciation de la RECOSH ne doivent pas dépasser 10.000 mots (y compris les références et illustrations (tableaux et figures), à l'exception des papiers de recherche où des annexes sta-

tistiques sont nécessaires. Les abréviations sont à éviter tant que faire se peut.

3.3. Présentation et contenu des projets d'articles

En dehors des projets théoriques qui se présentent sous la forme d'un développement discursif reposant sur une bibliographie spécialisée et une méthodologie propre à l'étude envisagée, les articles doivent (i) commencer par une introduction-problématique ; (ii) reprendre une revue de la littérature en lien avec le sujet ; (iii) avoir une section réservée au matériel, au terrain et à la méthodologie ; (iv) présenter les résultats à discuter et (v) déboucher sur une conclusion-perspectives.

La page du titre

La page du titre doit être séparée du corps de texte. Il est censé contenir les éléments d'identification de l'article et son origine.

Il s'agit des informations ci-après :

- le titre de l'article ;
- les nom et prénom, l'affiliation l'adresse mail et le numéro de téléphone de l'auteur en charge de la correspondance ;
- les nom et prénom ainsi que l'affiliation (institution, code postal de la ville et le pays) de chacun des co-auteurs éventuels.

La page du titre doit être soumise dans un fichier séparé du résumé et du corps de texte.

Le résumé et mots-clés

Le résumé doit être bien structuré et suffisamment clair en indiquant brièvement la problématique de l'étude, son objectif, son originalité, la méthode utilisée ainsi qu'un aperçu des résultats. Il est écrit en français et en anglais, sans références bibliographiques ni note *infrapaginale*, et ne doit pas excéder 200 mots. Les abréviations sont à proscrire, dans la mesure du possible.

Les mots clés ont une grande importance, car ils permettent de meilleures références de l'étude dans les différentes bases de données. De préférence, il est recommandé que les mots-clés soient différents de

concepts repris dans le titre, du moins pour la moitié d'entre eux. Le nombre maximum de mots clés est de six. Ils seront placés juste en dessous du résumé.

Le corps du texte

Comme le résumé, le corps du texte (de l'article) doit être saisi en format Word en police 12, Times New Roman, justifié en double interligne et paginé à partir de la première page. Il comporte une introduction (problématique et revue de la littérature, ensemble ou séparées), un développement (matériel et méthodes, résultats et discussion), ainsi qu'une conclusion. Il doit rester anonyme (pas de noms des auteurs) pour éviter tout conflit d'intérêt lors des évaluations. Le style privilégié est impersonnel (éviter le « je » ou le « nous »).

Introduction

L'introduction décrit la problématique et offre un état de l'art de la question abordée (avec des références bibliographiques spécifiques). Elle met l'accent sur l'importance, l'originalité et les objectifs du papier de recherche.

Développement

Le développement de l'article doit être structuré en paragraphes alignés selon différents groupes d'idées. La rédaction de cette partie dépend des disciplines et des approches (terrain ou théorie). Tous ces titres et sous-titres doivent être numérotés.

Voici un exemple :

1. Introduction
2. Revue de la littérature
 - 2.1. *Cadre théorique*
 - 2.2. *Littérature empirique...*

Conclusion

En tant que dernière partie du corps du texte, la conclusion rappelle sommairement les points-clés de l'étude, répond à la question de la re-

cherche, précise les avancées apportées par la réflexion, tout en suggérant une voie d'applicabilité des résultats, et présente des perspectives éventuelles de recherches. Les notes conclusives se voudront succinctes et concises.

Remarques sur les notes infrapaginales et les figures

Les notes *infrapaginales* (ou de bas de page) sont utilisées pour donner des informations supplémentaires. Elles ne doivent pas être abondantes au point de rivaliser avec le texte sur une page. Si ces notes se réfèrent à un auteur, ce dernier doit être obligatoirement référencé dans la bibliographie. Il est à noter qu'elles ne peuvent contenir de figures ou de tableaux.

Les figures (en format Word – s'il s'agit d'un croquis –, JPG, TIFF ou PDF), graphiques et les tableaux doivent être numérotés selon leur ordre d'apparition dans le texte. Ils doivent être de bonne qualité visuelle et modifiables pour ce qui est des tableaux et des graphiques. Pour chaque illustration, un titre sera placé au-dessus et une source en dessous. Si nécessaire, une légende pourrait être ajoutée avant la source pour permettre de mieux comprendre l'illustration. Le nombre de figures, graphiques et tableaux ne peut dépasser huit dans le corps du texte. Les autres, si jugés extrêmement nécessaires, doivent plutôt être classés en annexe (après la bibliographie), à condition d'avoir été annoncés dans le texte.

3.4. Bibliographie

En ce qui concerne les références bibliographiques, une vérification de cohérence est attendue entre les auteurs repris dans le corps et ceux cités dans la liste à la fin de l'article. Ces références ne peuvent être inférieures à une quinzaine et ne devraient excéder une trentaine.

Quant au format du référencement retenu par la RECOSH, le modèle s'inspire de celui de l'APA, 6^{ème} édition, avec de légères adaptations à la langue française. Le tableau ci-après présente globalement les types de sources que l'on peut rencontrer et reprend quelques applications de référencement.

Définition et but de l'APA

APA signifie *American Psychological Association*.

L'APA a défini les normes à suivre lors du formatage du texte en vue de sa publication. Cet ensemble de règles vise à assurer la clarté et la précision de la communication. Le lecteur trouvera alors que les normes augmenteront la facilité de compréhension tout en veillant à la cohérence appliquée à tous les aspects du matériel écrit.

Type de source	Exemple et observation
Pour un article de journal	Belluck, P. (1999, July 6). Racial gap perplexes educators. <i>Raleigh News</i> , pp. A1, A14. N.B. : Dans les références relatives à un article de journal, il importe de préciser une date complète, avec l'année en premier.
Pour un livre ou un rapport	Senge, P. M. (1990). <i>The fifth discipline: The art and practice of the learning organization</i> (3 ^{ème} ed.). New York : Currency-Doubleday. Marks, P., Salvia, J., et Ysseldyke, J. E. (1995). <i>Assessment</i> (6 ^{ème} éd.). Sweetwater, MA : Houghton-Mifflin. Driver Education Association. (12005). <i>Road rules</i> . New York : Doubleday.
Lorsqu'il s'agit d'un chapitre dans un livre	Magiste, E. R. (1994). Further evidence for the optimal age hypothesis in second language learning. Dans J. Lantolf et A. Labarca (Dirs.), <i>Research in second language learning: Focus on the classroom</i> (pp. 51-57). Norwood, NJ : Ablex. Blimling, G. (2003b). The influence of college residence halls on students. Dans J. C. Smart (Dir.), <i>Higher education: Handbook of theory and research</i> (Vol. VI, pp. 248-307). Bronx, New York : Agathon.
Lorsque l'auteur est en même temps l'éditeur	American Automobile Association. (1999). <i>Automobile safety manual</i> . Fairfax, VA : Auteur. [signifie que la publication s'est faite par l'auteur lui-même]
Pour un article dont l'auteur demeure inconnu	Teaching on the web. (1999). <i>Education Today</i> , 33(1), 14-15. Manhattan Institute. (2005). <i>College retention : A growing issue</i> . [En ligne] Disponible via le lien : http://www.manhattaninstitute.org/collreten.htm . Récupéré/consulté le 22 janvier 2006, à 11 : 00, heure de Kinshasa.
Pour un article de journal dont l'auteur n'est pas identifié	Newark cuts school budgets. (5 octobre 2005). <i>Wilmington News Journal</i> , pp. A1, A5.
Lorsqu'on se réfère à un document non daté	Slivey, P. (n.d.). <i>Ancient scripts</i> . Retrieved January 25, 2004, [En ligne] Disponible via le lien : http://www.ed.gov/hist/cite.htm . Récupéré/consulté le 22 janvier 2016, à 14 : 00, heure de Beijing.

S'il est question d'articles publiés dans des revues scientifiques	Marsh, D. A. (2006). Making school reform work: Lessons from successful schools. <i>Thrust for Educational Leadership</i> , 25(3), 10-14. Bentro, L. R. et Long, N. (1995). Cycle of conflict. <i>Educational Leadership</i> , 52(5), 52-56.
Pour des articles publiés dans des magazines	Mertaw, M. C. (mars 1999). Making it work. <i>Parents as Teachers</i> , 11, 14-17. Graham, B. et Forbes, R. (17 avril 2005). Curriculum reform : A necessary evil? <i>Education Week</i> , 42, 29-35.
Lorsqu'il s'agit d'un papier de recherche présenté à l'occasion d'une conférence ou d'un colloque	Wilson, J. D. (avril 1999). <i>Teaching children to want to read</i> . Paper presented at the annual meeting of the National Association for Literacy, Las Vegas, NV.
Pour les textes puisés sur la toile (internet)	Hyde, R. et Park, B. (22 mai 1995). Best of their abilities. <i>Education Week on the Web</i> , 14. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.edweek.org/ew/14.htm . Récupéré/consulté le 22 mars 2020, à 17 : 21, heure de Basankusu. Steege, M. W. (1998, May). School psychology: What a great IDEA! <i>National Association of School Psychologists Communique</i> , 26. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.nasponline.org/publications/cq/cq267posbehsup.aspx . Récupéré/consulté le 05 avril 2022, à 06 : 17, heure de Paris. Williams, P. F. (1991). <i>Position paper on supported inclusive education</i> . [En ligne] Disponible via le lien : http://www.arcnj.org/html/inclusive_ed.html . Récupéré/consulté le 18 février 2015, à 11 : 00, heure de Goma. British Toy and Hobby Association. (2000, July 27). No time for child's play [Press release]. [En ligne] Disponible via le lien : http://www.btha.co.uk/pr/pr270700.html . Récupéré/consulté le 23 décembre 2022, à 09 : 45, heure de Popokabaka.
Pour des informations tirées d'une base de données	Biswalo, P. (2001). The systems approach as a catalyst for creating an effective learning environment for adults in part-time and distance learning. <i>Convergence</i> , 34(1), 53-66. Récupéré/consulté le 20 mai 2004, de H. W. Wilson Web database. Ensari, N. et Miller, N. (1998). Effect of affective reactions on preferences for crossed categorization discussion partners. <i>Journal of Personality and Social Psychology</i> , 75, 1503-1527. Récupéré/consulté le 21 septembre 2002, de FirstSearch database. Green, P. et Glover, L. (2001). Distributed learning model. <i>Advanced Management Journal</i> , 66(3), 36-43. Récupéré/consulté le 08 août 2012, de ProQuest Direct database.

Pour des dissertations académiques	Anthony, V. L. (1973). Personality correlates of effectiveness among student assistants in residence halls. Unpublished doctoral dissertation, Oklahoma State University, Stillwater. Bell, E. E. (2002). Resident assistant motivations to seek the position: A comparison between generations X and Y. Unpublished master's thesis, Virginia Polytechnic Institute and State University, Blacksburg. Conlogue, J. A. (1993). Resident assistant perceptions of their roles and responsibilities. Dissertation Abstracts International, 54 (09), 3275. (UMI No. 9406339)
------------------------------------	--

Dans la mesure où le papier de recherche a bénéficié de la contribution de plus de deux auteurs et/ou d'un financement pour la réalisation de l'étude présentée, il importera après la conclusion, de réserver quelques lignes, successivement aux remerciements, aux apports des co-auteurs, au respect des normes (s'il s'agit d'une recherche de terrain ou de laboratoire faisant intervenir des êtres vivants), et au conflit d'intérêt, à raison d'un paragraphe par point.

3.5. Procédure de soumission et d'évaluation

L'auteur (principal) du projet d'article l'envoie au Comité de Rédaction, par voie électronique, aux adresses électroniques de la revue, en l'occurrence : recosh.creshrdc@gmail.com et recosh@cresh-rdc.org. Après un premier avis du Comité de Rédaction, y compris la vérification des risques de plagiat dont aucune forme n'est tolérée, le tapuscrit est soumis à une procédure d'évaluation en double aveugle par des experts indépendants, *Ph.D.* et spécialistes des sujets développés.

Après l'évaluation, l'éditeur associé transmet les commentaires des évaluateurs auprès du Rédacteur en chef adjoint. Ce dernier propose la décision de l'acceptation, de la nécessité de la révision ou du rejet du projet de papier de recherche au Rédacteur en chef. Celui-ci décidera en dernier ressort et transmettra l'information à l'auteur (principal). La durée entre la première soumission et la première décision est de six semaines au plus.

Critères d'évaluation

Les articles sont évalués selon la fiche d'évaluation à remettre aux évaluateurs par le Comité de Rédaction. L'évaluation est basée sur plu-

seurs critères, notamment : la pertinence de la recherche, l'originalité de la démarche, la structure de l'article, le style de rédaction, la qualité visuelle des figures et l'importance des références bibliographiques.

FICHE D'EVALUATION DU PROJET D'ARTICLE¹

Référence du projet :

Titre de l'étude :

.....

.....

.....

1. Formulation du titre (clarté, précision et rapprochement avec le contenu).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

Formulation suggérée :

.....

.....

.....

2. Pertinence (et cohérence avec la thématique retenue pour l'édition en cours²) et originalité.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

1 Les notes sont classées de A à D, selon que la qualité du travail est jugée excellente, très bonne, moyenne ou non appréciée.

2 Uniquement pour les numéros thématiques.

3. Appréciation du cadre théorique (appropriée à la thématique, riche et nuancée).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

4. Evaluation de la méthodologie (claire, pertinente et en cohérence avec le cadre théorique).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

5. Qualité de la discussion des résultats.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

6. Qualité de la rédaction (vocabulaire, grammaire, syntaxe, qualité visuelle des figures...).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+-	
D	-	

7. Equilibre et fil conducteur du plan.

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

8. Importance, pertinence et présentation des références bibliographiques

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

9. Evaluation globale (projet accepté tel quel, accepté moyennant de légères modifications, accepté moyennant des modifications de fond, rejeté).

Note	Signe	Commentaire
A	++	
B	+	
C	+ -	
D	-	

Remarques :

.....
.....
.....

10. Avis final et autres commentaires (à destination de l’auteur(e)).

.....
.....
.....

Nom de l’évaluateur :

Qualité :

Coordonnées :

Signature :

ENGAGEMENT DES AUTEUR(E)S A PRODUIRE UN TRAVAIL DE QUALITE

La Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales (RECOSH), publiée par le Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), poursuit l'ambition d'être le fer de lance de l'activité scientifique (au sein du Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation Technologique) de la RDC et de la sous-région. Pour ce faire, il importe que les articles qui y sont publiés soient crédibles et à l'abri de toute attaque liée à une quelconque propriété intellectuelle. Dès lors, le Centre trouve nécessaire de communiquer aux auteurs(es) les grandes lignes de l'engagement attendu de chacun(e) d'eux(elles).

De l'objet et de la signature de l'Acte d'engagement

La signature de l'Acte d'engagement de l'auteur(e) est l'une des conditions d'acceptation d'un projet d'article à la RECOSH. Largement inspiré de la pratique des revues du Grenier des savoirs³, il présente l'essentiel des valeurs et des politiques éditoriales de la revue au cœur desquelles se trouve le partage du savoir et le débat pluriel centré sur les questions contemporaines transversales, afin de contribuer à l'avènement d'un monde meilleur.

En apposant sa signature au bas de l'Acte d'engagement, chaque auteur(e) affirme en avoir lu attentivement les dispositions et les accepte dans leur intégralité.

Du compendium

L'Acte d'engagement de l'auteur(e) (i) s'appesantit sur les modalités de soumission des projets, (ii) insiste sur l'absence de plagiat et la qualité du référencement bibliographique, (iii) présente la procédure d'évaluation et (iv) aborde la gestion des droits.

De la soumission des projets

1. La soumission d'un projet se fait par l'envoi d'un courriel au Comité de Rédaction de la revue.
2. Les auteur(e)s s'engagent à utiliser, pour leurs textes respectifs,
- 3 <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/manuelgrenier/chapter/engagement-des-auteurs-et-des-autrices/>.

le format proposé par le Comité de rédaction, pour un maximum de célérité dans la mise en forme finale.

3. Les auteur(e)s s'engagent à recourir à une écriture inclusive qui assure une visibilité symbolique égale aux femmes et aux hommes.
4. La publication d'un développement réflexif dans la RECOSH est totalement gratuite et ne peut être conditionnée par un quelconque paiement, y compris au titre de participation aux frais d'impression.

Du référencement bibliographique

1. La soumission d'un projet d'article suppose que l'on en est l'auteur(e). En cas d'un article collectif, la contribution de chaque auteur doit être évaluable. Tout projet reprenant le nom d'un auteur par complaisance ou par fraude sera automatiquement retiré de la RECOSH et le responsable perdra le droit de soumettre un prochain article à la revue durant une période minimale de trois (3) ans.
2. Tout projet d'article ne doit comporter aucun passage plagié d'un autre texte. Pour s'en assurer, chaque article sera soumis à un logiciel anti-plagiat. Dans le cas où ce dernier révélait du plagiat avéré, l'article sera purement et simplement retiré du projet de numéro de la revue.
3. Toutes les contributions à la réflexion, à la méthodologie, à la collecte de données et à la rédaction doivent être explicitement reprises et les personnes contactées à cet effet remerciées en spécifiant le rôle de chacune. Les divers outils, notamment informatiques, doivent également être cités.
4. Les auteurs(e)s s'engagent à vérifier soigneusement la bibliographie de leurs textes de façon que les références soient complètes, qu'aucune référence mentionnée dans le corps du texte ne manque dans la liste ad hoc, ni, encore moins, qu'aucune référence mentionnée dans la liste ne soit absente du corps du texte.
5. Les auteur(e)s s'engagent à mentionner une légende explicative et la source de toutes les illustrations contenues dans un projet et à ne reprendre que celles autorisées ou libres de droits.

De la procédure d'évaluation

1. Tous les projets d'articles réputés recevables en premier ressort (après une vérification du Comité de Rédaction) seront soumis au processus d'évaluation externe par les pairs(es) en double aveugle. Les auteur(e)s acceptent de prendre en compte, dans la version finale du projet, les commentaires issus de l'évaluation et des responsables de la revue.
2. S'il s'agit plutôt d'un texte de type *note de recherche*, il sera évalué de manière interne par le Comité de Rédaction qui pourra, si nécessaire, faire appel à une expertise externe.

De la gestion des droits

1. Les projets retenus seront disponibles en libre accès, sous licence Creative Commons CC BY-SA ; ce qui signifie que les auteur(e)s en gardent les droits et qu'ils peuvent réutiliser le texte dans d'autres contextes, à condition de citer la source originale et d'utiliser la même licence. Pour en savoir plus : <https://creativecommons.org/licenses/>.
2. Le Comité de rédaction est chargé de générer une version PDF de chaque article retenu à remettre à l'auteur(e) concerné(e) et à poster sur le site internet du CRESH. En outre, la RECOSH archivée à la Bibliothèque Nationale.
3. Pour les projets d'articles rédigés en collaboration, l'auteur(e) principal(e) se charge d'obtenir l'adhésion de ses collègues et demeure le(la) responsable vis-à-vis de la revue.

De la procédure d'évaluation

En soumettant un tapuscrit au Comité de Rédaction de la RECOSH, tout(e) auteur(e) est considéré(e) comme ayant adhéré à la vision de cet Acte d'engagement et est réputé(e) l'avoir signé.



ISSN : 2957-6358



9 772957 638001

Dépôt Légal : GM 3.02104-57162



Publication du Centre de Recherche en Sciences Humaines
Les éditions du CRESH
Courriel : editions@cresh-rdc.org/recosh@cresh-rdc.org